

SHARITORIES

METTRE LES PRATIQUES
COLLABORATIVES AU SERVICE
DES VILLES MOYENNES



OCTOBRE 2017



Vacance commerciale, dévitalisation des centres-villes, décroissance démographique... *De La France Périphérique* de Christophe Guilluy à *Comment la France a tué ses villes* d'Olivier Razemon, un champ lexical pour le moins pessimiste entoure les villes moyennes. Aujourd'hui,

les villes moyennes ne seraient plus, selon Adam Nossiter du New York Times "ces pôles de vie denses et raffinés, profondément ancrés dans le milieu rural, où les juges rendaient justice, où Balzac situait ses romans, où les préfets émettaient des ordres et où les citoyens pouvaient acheter une cinquantaine de fromages différents"¹.

Et pourtant, un peu partout en France et en Europe **des pratiques issues de l'économie collaborative sont à l'œuvre sur ces territoires.** Si elles demeurent extrêmement émergentes, elles pourraient présager un souffle de renouveau qui contraste avec la morosité ambiante. Ces pratiques sont à la fois envisagées comme un vecteur d'émancipation à l'échelle individuelle, un levier de développement économique, ou encore un atout de marketing territorial. Au-delà d'une question d'attractivité, il s'agit ni plus ni moins de **faire renaître de la fierté** chez les habitants de villes moyennes où règne un fort sentiment d'être laissé pour compte.

Dans les villes moyennes, les pratiques collaboratives reposent sur quatre piliers. D'une part, la **consommation collaborative** voit l'émergence de réseaux d'alimentation en circuits-courts, le développement du covoiturage domicile-travail ou encore l'essor des réseaux de voisinage. D'autre part, la **production distribuée** s'articule autour de fablabs, de réseaux de production d'énergie pair à pair et d'espaces de coworking. Ensuite, la **finance participative** s'appuie sur les budgets participatifs comme à Lanester ou sur des plateformes qui offrent la possibilité aux citoyens, via Tudigo, et aux collectivités, grâce à Collecticity, de financer des projets à fort impact territorial. Enfin, la **gouvernance partagée** est encouragée au travers d'une redéfinition des rôles des acteurs, notamment celui des collectivités, et par l'arrivée des civic techs qui permettent une relation renouvelée entre institutions et citoyens.

Les villes moyennes apparaissent aujourd'hui comme le bon échelon pour implanter les pratiques collaboratives car elles permettent un **point d'équilibre entre une masse critique suffisante** d'utilisateurs pour les services collaboratifs contrairement aux zones rurales et une **proximité nécessaire** entre des acteurs qui se connaissent, à l'inverse des métropoles. Essayer de calquer les écosystèmes d'innovation des métropoles, d'en réduire la taille et de les implanter dans les villes moyennes, ne saurait aboutir. Il y a de la place aujourd'hui pour créer un **modèle de ville moyenne à taille humaine, loin des standards techno-centrés et coûteux de Smart City développés dans les métropoles.**

L'objectif de l'exploration Sharitories consiste à analyser dans quelle mesure les pratiques émergentes issues de l'économie collaborative peuvent être un levier de développement pour les villes moyennes, en France et en Europe. Elle vise à donner les outils nécessaires à tout acteur qui souhaite agir sur un territoire donné.

¹Cet [article](#) au vitriol sur le déclin des villes moyennes françaises, illustré selon l'auteur par le cas d'Albi, a donné lieu à une [réponse](#) du maire de la ville.

Nos villes moyennes n'ont pas besoin d'une énième application développée en marque blanche pour une collectivité lambda qui n'en trouvera pas l'utilité. Un des travers de l'allocation des financements, en particulier européens, consiste à investir dans des plateformes numériques ou des infrastructures au détriment de l'humain. Nos villes moyennes ont besoin **d'animateurs de centre-villes** capables de faire le lien entre les commerces, les habitants et la collectivité. Ces villes souffrent du développement de grands centres commerciaux en périphérie, obligeant les individus à se déplacer, souvent en voiture individuelle, en dehors des centres. La recherche d'une **proximité** nouvelle s'incarne notamment au travers de lieux ouverts d'échange de savoirs, de restauration ou de travail temporaire dans les centres-villes.

Une stratégie payante pour laisser émerger les innovations d'usage consiste à centrer les expérimentations sur **une place ou une rue pilote**. Il est ainsi plus facile de tester, de s'approprier les nouvelles pratiques et de communiquer sur les réussites et les échecs. C'est le cas à Genk où la rue Vennestraat forme un laboratoire à ciel ouvert. Les franchises commerciales y sont interdites et la ville adapte des espaces vacants en boutiques éphémères, sur le modèle du projet [Refill](#) engagé par Gand. La municipalité agit en intermédiaire entre le propriétaire du local (exempté de certaines taxes) et le porteur de projet, qu'elle accompagne dans sa création d'activité.

Par ailleurs, les expérimentations urbaines tiennent bien souvent à la présence, **l'intuition et la détermination d'un(e) élu(e) visionnaire**. Et lorsque la collectivité ne parvient pas à impulser des projets collaboratifs ni à jouer un rôle de facilitateur, l'université peut prendre le relais. À Aveiro, au Portugal, elle offre son expertise et des moyens humains pour porter le projet [VivaCidade](#), une friche industrielle transformée en parc avec le concours des habitants. Par ailleurs, ce que les pratiques collaboratives nous disent de l'évolution des formes de travail dans les villes moyennes est précieux. Certaines villes comme Lorient font le pari d'attirer des entrepreneurs en proposant des lieux adaptés, plutôt que de conserver à tout prix entreprises et industries sur leur territoire.

Le caractère diffus des pratiques collaboratives impose de fédérer les énergies, en passant d'une logique de compétition entre villes à une logique de coopération. En ce sens, l'exploration Sharitories vise à défricher un terrain encore peu exploré. Ce rapport est une première base vers des actions concrètes, au travers **de restitutions de l'étude dans les territoires et d'expérimentations ciblées dans une ou plusieurs villes moyennes dès l'automne prochain**.

Samuel ROUMEAU,
Directeur de l'étude Sharitories

Ci-contre (de haut en bas) :
Genk, Belgique
Aveiro, Portugal
Lorient, France

L'exploration de 8 villes moyennes en Europe permet de faire émerger des enseignements et recommandations à destination des décideurs publics, entreprises locales, financeurs et acteurs de l'innovation sociale.



Maintenir l'équilibre entre volume d'activité et niveau de proximité

La taille des villes moyennes constitue un juste équilibre entre le volume d'activités - plus grande que dans les zones rurales - et le niveau de proximité - plus important que dans les métropoles - nécessaires au développement des pratiques collaboratives. Les différents acteurs doivent travailler à maintenir cet équilibre pour permettre aux pratiques collaboratives de se développer.
> Lancement de Krinova à Kristianstad, développement de Bulb in Landes à Mont-de-Marsan.



S'appuyer sur les pôles universitaires comme relais des collectivités

Les villes disposant d'un pôle universitaire sont aidées par les chercheurs et étudiants dans leur rôle de facilitateur de l'émergence de pratiques et/ou de lieux collaboratifs. La dimension scientifique de la démarche renforce la légitimité de l'action des collectivités, qui ont intérêt à s'allier avec les pôles universitaires lorsqu'ils sont présents.
> VivaCidade à Aveiro, De Andere Markt à Genk.



Sensibiliser des leaders politiques aux pratiques collaboratives

La présence d'un(e) ou plusieurs élu(e)s écoutants est un préalable à la mise en place de pratiques collaboratives sur les territoires avec une approche systémique et non cosmétique. Ce sujet est à la fois prospectif, transverse et demande de prendre des risques. Détecter et former les futurs leaders à la compréhension des pratiques émergentes et sur la posture de facilitateur est donc un facteur clé de succès.
> Tristan Lamy, conseil municipal et initiateur de l'IN'ESS à Narbonne, Wim Dries, maire de Genk.



Renforcer l'implication des habitants, motif de cohésion et de fierté

Les villes qui associent les habitants à la revitalisation des centres villes ou de leurs quartiers en difficulté parviennent à créer un sentiment de proximité, d'appartenance et de fierté, ce qui leur permet de garder leurs habitants et d'en attirer de nouveaux. Ce constat, qui semble évident au premier abord, reste encore sous-estimé ou abordé de manière tardive et/ou superficielle dans nombre de projets territoriaux.
> Urbanisme tactique de VivoBairro à Aveiro, Venestraat à Genk, consultation d'Epinal en Transition.



Faire de l'alimentation le catalyseur d'une approche systémique

L'alimentation est le premier secteur concerné par le développement des pratiques collaboratives, suivent l'énergie, la mobilité et l'urbanisme. Les projets repérés mobilisent les acteurs de la production à la distribution et trouvent un écho fort auprès des habitants. L'alimentation peut ainsi être le catalyseur d'une approche systémique, pour une stratégie de ville dépassant les silos.
> TransforMAT B2B, plateforme régionale des acteurs de la filière agro-alimentaire en Suède.



Préférer au marketing territorial une stratégie de coopération régionale

L'engagement dans une politique de coopération régionale permet aux villes moyennes de sortir d'une logique de compétition entre territoires et de développer des pratiques collaboratives au service des habitants. Cette démarche interroge également la relation entre les villes et leurs périphéries, et permet de réaliser des projets inenvisageables à l'échelle d'une ville seule.
> Epinal et LORnTECH, Hilversum et les communes du Het Gooi, projet jobconjoins à Lorient/Vannes/Quimper.



Engager des connecteurs de centres-villes pour lier les parties prenantes

La plupart des villes observées soulignent un manque de liant entre acteurs et projets du territoire. Certaines villes moyennes s'appuient sur des connecteurs pour redynamiser les centres-villes, des individus capables de fluidifier la relation entre les collectivités, acteurs économiques et habitants. Ces mesures restent localisées et demandent à être coordonnées et mises en réseaux dans l'intérêt des territoires.
> Managers de quartiers en charge des budgets de quartier à Genk, officiers de liaison à Hilversum.



Créer un environnement favorable aux entrepreneurs grâce aux Tiers-lieux

Les villes ne cherchent pas seulement à renforcer leur atouts historiques (filière bois à Epinal, base militaire à Mont de Marsan) mais tentent également d'attirer un public d'entrepreneurs pour diversifier le tissu économique. Créer un écosystème connecté et des espaces de travail adaptés pour ces travailleurs permet de susciter de nouvelles vocations sur les territoires.
> Essor de La Colloc à Lorient, nombreux espaces de coworking à Narbonne.

Comprendre les pratiques collaboratives dans les villes moyennes en Europe

09

Carte des terrains de l'exploration Sharitories

11

Monographies

12

Zooms

28

Un référentiel au service de l'action

38

Infographie du référentiel

40

Une feuille de route pour initier des pratiques collaboratives

41

Fiches-actions

43

Dans le cadre de l'exploration Sharitories, le choix a été fait de se centrer sur l'étude des villes moyennes qui sont des territoires peu explorés et vulnérables (comparativement aux métropoles) et pour lesquels le collaboratif peut constituer un levier de développement. Il convient donc, dans un premier temps, de définir ce qu'est une ville moyenne en France et en Europe.

Que désigne le terme « ville moyenne » ?

En France, la ville moyenne est une catégorie créée de toute pièce par l'Etat "planificateur" dans le cadre d'une politique nationale d'aménagement (1973-1982) initiée par la DATAR (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale). Définie comme "toute agglomération d'un poids démographique notable dans la population d'une région, exerçant des fonctions diversifiées au bénéfice et au service d'un arrière-pays suffisamment important, et dotée d'une qualité urbaine qui lui assure un rayonnement reconnu" (Guichard, 1973), la ville moyenne constitue une **strate intermédiaire dans la hiérarchie urbaine** entre la métropole, entendue comme une capitale régionale intégrée à l'économie mondialisée, et la petite ville, qui reste cantonnée à la desserte locale. La ville moyenne fait donc la liaison entre ces deux échelons, c'est pourquoi elle est souvent désignée par le terme de "**ville intermédiaire**" (Nadou, 2010).

Dans le cadre de cette exploration, nous avons choisi de retenir la définition de l'Insee, reprise par la

Fédération nationale des villes moyennes (Villes de France) et qui repose sur l'effectif de la population. **Le terme de "ville moyenne" désigne alors une "aire urbaine² moyenne" centrée sur une ville de 20 000 à 100 000 habitants.** En France, on dénombre ainsi 133 aires urbaines de ce type sur 354, **abritant près d'un français sur cinq** (chiffres de 2011). Pour Caroline Cayeux, Maire de Beauvais et présidente de l'association Villes de France, les villes moyennes constituent "la colonne vertébrale du territoire français".

En Europe, établir un seuil démographique pour désigner une ville moyenne perd de sa pertinence. La densité de population, le maillage territorial et l'urbanisation varient d'un pays à l'autre et chacun fonde sa propre définition de la ville moyenne, ou *mid-sized city*. En Suède par exemple, une ville moyenne comprend entre 20 000 et 50 000 habitants (ESPON, 2006).

Les enjeux spécifiques aux villes moyennes

Si les villes moyennes recouvrent des réalités très différentes, elles n'en connaissent pas moins **des enjeux communs liés à leur histoire et leur place dans la hiérarchie urbaine**. Si certaines villes moyennes se portent très bien, en particulier celles où l'économie présente est forte (villes touristiques en particulier), pour la plupart les défis à relever sont multiples sur les plans démographique, économique et du cadre de vie.

Sur le plan de l'**attractivité démographique**, les villes moyennes affichent des courbes monotones, voire décroissantes, et beaucoup font face à un vieillissement

accéléré de leur population (notamment dans les villes proches du littoral). L'enjeu est donc de maintenir la population présente face à la captation démographique des métropoles, et donc d'attirer une population plus jeune en modernisant leur image.

Sur le plan du **dynamisme économique**, les villes moyennes à dominante industrielle présentent une situation dégradée liée à la désindustrialisation, et celles à dominante administrative (sous-préfectures et préfectures) souffrent d'une recomposition territoriale qui s'accompagne d'une réduction drastique de l'emploi public. Les villes moyennes pâttissent par ailleurs de la

² Initialement, la commune était prise comme échelon de référence mais l'Insee l'a remplacée par l'aire urbaine pour mieux rendre compte du fait périurbain.

dispersion des activités vers la périphérie qui s'exprime à travers le phénomène de vacance commerciale³, du départ des classes moyennes et supérieures vers la périphérie et de la paupérisation des centres anciens. L'enjeu est donc d'assurer la diversité des sources d'emploi dans les villes hyper-spécialisées et de freiner la dévitalisation des centres-villes.

Sur le plan du **cadre de vie**, les villes moyennes voient leur environnement se dégrader à cause des différents phénomènes décrits plus haut (étalement urbain, dévitalisation commerciale, chômage). Elles doivent donc préserver leurs atouts en misant sur les ressources locales et lutter contre le sentiment de déclassement des habitants.

Vers une typologie des "villes collaboratives"

Pour l'heure, les modèles de villes collaboratives s'appliquent essentiellement aux métropoles. L'enjeu réside dans la capacité des acteurs à inventer un modèle à l'échelle des villes moyennes qui soit adapté au contexte local. Voici les trois pistes d'inspiration majeure pour les territoires :

La Fab City, autour de la production collaborative, qui articule production accessible aux citoyens et données distribuées. Elle vise à une plus grande autosuffisance locale, notamment en matière de production énergétique, alimentaire et des biens de consommation et s'appuie sur une logique d'économie circulaire. [Barcelone expérimente](#) en la matière autour du quartier de Poblenou.

La Sharing City, qui repose sur le soutien de la collectivité aux acteurs locaux d'une économie collaborative conçue de manière durable et inclusive. Elle s'appuie sur la diversité tant des acteurs (entreprises, start-ups, coopératives, associations, etc.) que des secteurs (alimentation, mobilité, tourisme, etc.). [Séoul et Amsterdam ont été pionnières](#).

La City as a commons reconnaît le rôle que peuvent jouer les citoyens dans la gouvernance de la ville et utilise des mécanismes et technologies similaires à ceux de la Sharing City pour permettre la création de ["biens communs urbains"](#).

Méthodologie de l'exploration

L'exploration Sharitories est portée par **OuiShare & Chronos dans le cadre du Lab** qu'ils ont créé conjointement. Cette exploration, tout comme Datacités et Mobility as Networks, s'étend sur six mois d'étude et six mois de restitutions. Elle s'articule autour de **huit monographies** sur chacune des villes sélectionnées, de **dix zooms** détaillés sur des projets locaux, d'un **référentiel** au service de l'action et de **douze fiches actions** pour les acteurs de terrain qui souhaiteraient engager, soutenir ou faciliter des pratiques collaboratives dans les villes moyennes.

La façon de procéder est la suivante : les équipes de OuiShare et Chronos identifient un sujet qui leur

semble pertinent d'explorer, construisent la trame de recherche et s'entourent d'institutionnels pour financer et appuyer les travaux. Chacun des partenaires - **Transdev, Castorama et le CGET** - a financé un tiers de l'exploration. Ils ont également mis à contribution un ou deux collaborateurs deux jours par mois pour apporter leur expertise au projet et faire des retours constructifs.

Les huit villes de l'exploration Sharitories ont été sélectionnées pour la diversité de pratiques observées ainsi que leur pertinence géographique et démographique. Une première pré-sélection de 25 terrains a été réalisée par l'équipe projet et les partenaires de l'exploration ont pu émettre un avis sur le choix définitif des huit villes moyennes retenues, 4 en France et 4 en Europe.

³ Selon la fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé [Procos](#), la vacance commerciale désigne "l'état d'un local commercial inexploité pour une durée indéterminée". Ce phénomène touche plus particulièrement les villes moyennes, dont plus de la moitié ont un taux de vacance commerciale supérieur à 10% en 2015, pour 9,5% à l'échelle nationale (Procos, données issues de Codata).

L'équipe OuiShare & Chronos a dans un premier temps procédé à une revue de littérature et à un état de l'art des savoirs sur les sujets en lien avec l'économie collaborative et les villes moyennes en interrogeant des experts des deux domaines. Elle a ensuite mené des entretiens sur le terrain avec des porteurs de projets, des élus, des administrations et acteurs du territoire pour dégager les éléments d'analyse nécessaires à la rédaction de monographies. La synthèse croisée de la littérature existante, des monographies ainsi que des interviews d'experts et d'acteurs de terrain a permis d'aboutir au référentiel au service de l'action. Ce dernier se décline en douze fiches actions qui visent à aiguiller les acteurs souhaitant promouvoir les pratiques collaboratives à l'échelle locale.

Cette exploration a vocation à faire connaître l'économie collaborative en dehors des métropoles, créer du débat et de la friction sur les territoires, et impulser des dynamiques au sein des écosystèmes locaux. **OuiShare et Chronos entendent jouer un rôle de catalyseurs et de facilitateurs** pour des acteurs de terrain qui auront le loisir de s'approprier les éléments, idées et recommandations contenues dans le rapport.

La publication de ce rapport se fait sous licence **Creative Commons** de telle sorte que les éléments qu'il contient puissent être diffusés de manière libre et ouverte au plus grand nombre.

Partenaires de l'exploration

Cette exploration est issue de l'alliance inédite entre OuiShare & Chronos et nos trois partenaires, Castorama, le CGET et Transdev.

Castorama est une filiale du groupe Kingfisher qui est le plus grand distributeur européen de produits de bricolage dont l'objectif est de rendre accessible l'amélioration de la maison. Au delà de sa mission de distributeur, Castorama souhaite valoriser le rôle de ses magasins en tant qu'acteurs du territoire.

Le **Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)** conseille et appuie le Gouvernement dans la conception et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires. Rattaché au Premier ministre, il assure le suivi et la coordination interministérielle de ces politiques. Le CGET porte une ambition de solidarité entre tous les territoires et une approche territoriale et territorialisée des politiques publiques.

Transdev conçoit, met en œuvre et exploite des dispositifs de transports qui combinent tous les modes de déplacement en y associant des services qui facilitent la vie des voyageurs au quotidien. Son action fait de la mobilité un levier de la qualité de vie et du développement des territoires.

PARTIE 1

Comprendre les pratiques collaboratives dans les villes moyennes en Europe



Ce que désignent les “pratiques collaboratives” dans l’exploration Sharitories

Fondées sur des réseaux horizontaux et des communautés d’usagers, les pratiques collaboratives analysées sur les territoires se distinguent en quatre types :



La consommation collaborative

La consommation collaborative, qui regroupe les pratiques et modèles économiques privilégiant l'accès sur la propriété à travers le partage, le troc ou la location. Elle peut se subdiviser dans la recirculation de biens, l'utilisation accrue d'actifs sous-utilisés et l'échange de services (Schor, 2014). Elle concerne des secteurs aussi divers que la mobilité partagée (co-voiturage courte distance ou longue-distance/location de voitures entre particuliers), les circuits-courts alimentaires et autres réseaux de proximité (plateformes de voisinage, conciergeries citoyennes, etc.) ou le tourisme partagé (location de pair-à-pair, échanges de maisons, etc.). Ainsi, les plateformes telles que Blablacar, Airbnb, La Ruche Qui Dit Oui ou encore les AMAP peuvent relever de la consommation collaborative. C'est la plus polarisante (et la plus étudiée) en termes d'impacts. Le développement des plateformes de l'économie à la demande pose la question de son impact social, tandis que [son impact environnemental positif fait aussi débat](#).



La production distribuée

La production distribuée comprend les services, espaces et outils qui participent à l'évolution des modes de travail et de production, tels que les tiers-lieux (espaces de travail collaboratif). On distingue notamment les espaces de *coworking* (espaces de travail partagé utilisés majoritairement par les créateurs d'entreprises, les indépendants et les TPE), les *Fab labs* (laboratoires de fabrication d'objets ou d'applications ouverts au public et orientés vers le prototypage) mais aussi les recycleries, repair cafés, etc. Les tiers-lieux peuvent être une source d'attractivité pour les villes moyennes, en développant notamment le télétravail. Ils permettent de maintenir les actifs indépendants sur place, en réduisant la dépendance aux pôles urbains et par la même occasion les trajets pendulaires. Ceci permettrait de favoriser le développement d'une économie résidentielle, comme en témoigne le télécentre de la ville de Murat.



Le financement participatif

Le financement participatif comprend les services et outils de transactions financières qui font appel à un grand nombre de personnes afin de financer un ou plusieurs projets. Il peut être initié par les collectivités, des particuliers ou des entreprises. Il comprend plusieurs modalités, du don avec contreparties (crowdfunding) au prêt (crowdlending) en passant par le capital-investissement (crowdequity). En France, les plateformes généralistes comme Ulule ou Kisskissbankbank côtoient des acteurs spécialisés comme Lumo dans les énergies renouvelables ou Lendopolis pour les PME/TPE. À l'échelle des territoires, cette pratique intervient comme un levier supplémentaire de financement pour les collectivités (avec la fiscalité, les prêts bancaires, fonds européens, dotations de l'Etat, etc.).



La gouvernance partagée

Enfin, **la gouvernance partagée** qui s'entend comme l'ensemble des outils et pratiques qui permettent l'intégration du citoyen (habitant comme visiteur) dans les processus de décision et de gouvernance du territoire. Le gouvernement ouvert, qui inclut tant la transparence et le partage des données que l'implication des citoyens dans les politiques publiques via des procédures d'information, de consultation, de délibération, de codécision, ou d'évaluation, y est prépondérant. Le crowdsourcing, ou la reconnaissance de l'expertise citoyenne via la collecte d'informations qui permettent d'enrichir la compréhension de la ville, est une première étape, suivie par des pratiques de co-construction et de co-design de projets urbains visant à renforcer la participation citoyenne.

Géographes, économistes, entrepreneurs et acteurs du territoire nous ont partagé leurs connaissances des innovations à l'oeuvre dans toute l'Europe autour des quatre types de pratiques collaboratives. Leurs regards ont consolidé notre vision, qui s'exprime à travers un référentiel au service de l'action orienté vers le développement de pratiques collaboratives sur les territoires.

Carte des terrains de l'exploration Sharitories

Les huit villes moyennes analysées à l'échelle européenne facilitent l'émergence de pratiques collaboratives à des degrés divers. Les initiatives portées par les acteurs publics, entreprises privées et collectifs citoyens transforment la façon de travailler, produire et vivre à l'échelle locale.



La revitalisation du centre-ville par l'urbanisme tactique

Quatrième ville de la région Centre du Portugal avec 78 450 habitants (2011) après Coimbra, Leiria et Viseu, elle appartient à la sous-région de Baixo-Vouga et est située sur le littoral atlantique entre Lisbonne et Porto. Ville prospère comparée au reste du Portugal, son dynamisme économique repose sur l'équilibre entre les activités agricoles, industrielles et tertiaires.

En 2009, les entreprises du district d'Aveiro représentaient 6,7% du total des entreprises au Portugal et 5,7% de la production nationale, dépassées seulement par celles de Lisbonne et Porto. Historiquement connue pour sa pêche et ses marais salants, **son littoral en fait un lieu privilégié de tourisme vert**. Ville touristique, elle commence à faire les frais de la transformation du marché locatif à destination des touristes et non plus des résidents.

L'université créée il y a quarante ans est **un moteur important du dynamisme économique local** et a permis d'attirer de nombreux investissements. Elle

abrite notamment un incubateur. Dès sa création, elle a veillé à développer des spécialisations scientifiques dans les domaines pertinents et innovants pour la région, notamment dans l'électronique et les télécommunications, et à collaborer avec les entreprises et la société civile locales, grâce à des fonds européens sollicités dès les années 1980.

Un enjeu majeur est **la dévitalisation du centre-ville historique**, délaissé tant par les habitants que les touristes. La piétonisation du centre et la construction d'un parking souterrain dans les années 1990 occasionna de grands problèmes de congestion et de place pendant plus de 5 ans et la majorité des habitants arrêta de s'y rendre.

10,7%

10,7% de taux de chômage, plus faible qu'au niveau national (13,1%) en 2013

1114,4€

un salaire moyen mensuel légèrement plus élevé que la moyenne nationale (1095,6 €) en 2012 et plus conséquent que celui de la région centre (941,5 €).

Analyse des pratiques collaboratives

Si la chambre municipale a pu avoir un rôle de pionnier en lançant **le programme de vélo partagé BUGA dès 2000**, c'est à présent l'université qui joue un rôle essentiel dans le développement des pratiques collaboratives en tant que **facilitateur d'initiatives citoyennes**. Elle offre tant son expertise, que des moyens humains, techniques, voire financiers via des **programmes européens**.

Un certain nombre d'initiatives concerne la participation citoyenne par **l'urbanisme tactique**. VivaCidade a été le premier grand projet mené entre 2013 et 2015 par la chambre municipale en collaboration avec deux acteurs locaux afin de créer un **protocole de participation citoyenne dans des projets de rénovation urbaine**. Un espace abandonné a ainsi été transformé en parc. Les citoyens du quartier, avec des étudiants de l'université, ont été impliqués de la conception du projet à sa réalisation. L'impulsion donnée par VivaCidade a inspiré d'autres projets, portés par des citoyens, comme VivoBairro ou CiclAveiro et repose sur une caractéristique des villes moyennes : **leur petite taille est synonyme de réseau à taille humaine**, où tous les porteurs de projet d'un même secteur se connaissent et où l'information circule très vite.

VivoBairro, à l'initiative de **Corda**, association de commerçants et d'habitants du centre historique, avait pour but d'aider à **recréer une vie de quartier** et de faire revenir les habitants de la ville dans son centre historique délaissé. Ils ont bénéficié du soutien de l'université. Un questionnaire diffusé aux commerçants et aux habitants a permis de **cartographier les besoins, ressources et rêves de chacun pour le quartier** et de les traduire en un grand événement de 2 jours, avec plus de 60 animations, toutes organisées bénévolement par la communauté locale. Plusieurs milliers d'habitants y ont participé et nombreux sont ceux pour qui l'image du centre historique s'en est trouvée changée, d'après leurs témoignages.

Un certain nombre d'initiatives est centré sur **la transition écologique**, comme les jardins communautaires du quartier de Barrocas, l'initiative **CiclAveiro**, qui promeut l'utilisation de la bicyclette à Aveiro et fait partie de l'association **Aveiro en Transição**, qui organise ateliers de partage de savoirs et d'information autour de l'alimentation saine, de l'éducation alternative, etc.

Ces initiatives s'appuient de plus en plus sur les réseaux sociaux pour voir le jour et s'organiser. C'est le cas notamment d'**AveiroSoup**, dîner collaboratif où l'argent recueilli sert à financer un projet citoyen parmi plusieurs propositions. Le projet est né suite aux nombreuses réactions positives à un post Facebook sur le **Detroit Soup**, posté par un habitant d'Aveiro. La création d'un groupe Facebook a permis de réunir les projets et d'informer les participants. Le dernier dîner a réuni près de 250 personnes et 22 propositions dont 4 ont été présentées au vote des participants.

L'université joue aussi un rôle central dans la promotion de la production collaborative, en abritant directement des projets, comme le fablab de l'incubateur de l'université. D'autres fablabs (Beehive, spécialisé dans l'impression 3D) et espaces de coworking (**Ocupa**, **Fusion**) ont vu le jour dans la municipalité.



Projet
Vivo Bairro

⁴ L'urbanisme tactique propose à tout citoyen d'agir matériellement sur son environnement urbain immédiat et quotidien afin de le rendre plus agréable à vivre, et ce sans attendre que les autorités/acteurs en charge de l'aménagement et de l'urbanisme répondent à ses aspirations" (def. issue de <http://metropoles.revues.org/4622>).



📍 ÉPINAL, FRANCE

L'économie circulaire, moteur de la transition territoriale

Préfecture du département des Vosges, située dans la région Grand Est, Épinal compte 34 000 habitants. Elle est la ville centre d'une agglomération qui réunit 76 communes et 135 000 habitants. Suite à la désindustrialisation, elle mise aujourd'hui sur l'économie circulaire et la transition écologique pour dynamiser le tissu local.

Depuis 2005, Épinal appartient au **pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain**, qui s'articule autour de Nancy, son siège, Thionville, Metz et Épinal. L'objectif de ce modèle de "métropole multipolaire" est de coordonner et d'impulser des actions communes autour de secteurs variés et porteurs pour la dynamique économique régionale, tels que **le tourisme, la santé ou la recherche**. Il s'agit du premier exemple en France, labellisé Métropole French Tech depuis 2015 sous le nom [LORnTECH](#).

Dans le cadre du Sillon Lorrain, **l'aire urbaine d'Épinal joue un rôle majeur pour le département des Vosges**, et son attractivité régionale a conduit à un étalement urbain fort avec le développement de zones périphériques résidentielles. La ville centre, quant à elle, présente un solde migratoire négatif (-0,5% entre 2009 et 2014). La situation démographique d'Épinal est caractéristique de celle des villes moyennes en difficulté du Grand Est, avec une **population vieillissante**. La ville se paupérise, **le taux de chômage y est plus important qu'ailleurs** et le territoire a du mal à retenir ses jeunes, en particulier ceux qui font des études. Trois formations supérieures sont pourtant présentes à Épinal, dont l'ENSTIB, l'École Nationale Supérieure des Technologies et Industries du Bois, intégrée au Campus Fibres, et qui accueille chaque année plus de 350 étudiants.

Depuis 1960, Épinal souffre de désindustrialisation dans un contexte lorrain de transition économique difficile. Cependant, l'industrie traditionnelle y est encore présente avec une **spécialisation dans l'industrie papetière** (les Vosges étant le premier département français de production papetière) grâce aux ressources en bois à proximité et à un **tournant pris vers l'économie circulaire**, sans pour autant prendre le relai de l'industrie textile. Les PME sont majoritaires, dans le secteur de la construction notamment, et font face à la concurrence internationale et au **recul des activités productives**.

Depuis 2016, un **plan de revitalisation du centre-ville** sur un an a été lancé, coordonné par un manager de centre-ville pour lutter contre une **vacance commerciale importante** de 11%.

21%

21% de taux de chômage à Épinal, pour 9,4% à l'échelle de la région (10% en France).

23%

Le seuil de pauvreté est de 23% à Épinal pour 14% dans le Grand Est (2013).

Source : INSEE 2014

Analyse des pratiques collaboratives

Les pratiques collaboratives s'ancrent autour des atouts majeurs du territoire, en privilégiant **une approche expérimentale portée par les acteurs économiques et associatifs**. Elles misent sur des réseaux territoriaux, étendus aux bassins de vie proches de la commune. La question de la transition est au cœur des initiatives explorées, misant sur la relocalisation de la production, une logique vertueuse de consommation et un dialogue entre les habitants et les acteurs économiques.

Initiée en 2012, l'association [Épinal en transition](#) est née suite à la projection d'un film sur le réseau des [territoires en transition](#) par les associations environnementales locales. Elle compte 200 membres, dont 30 actifs. Elle mène des actions à échelle locale telles qu'un système d'échange local qui repose sur une monnaie virtuelle, l'épisel, et regroupe 130 utilisateurs, un atelier d'auto-construction d'outils en open hardware autour de l'autosuffisance énergétique (éoliennes, fours et panneaux solaires...), ou encore **un projet de monnaie locale** vosgienne, La Brimbelle, qui a reçu le soutien des élus locaux. De nombreux ateliers ont été lancés par les bénévoles de l'association (Les Incroyables Comestibles, mobilité douce, consommation locale...) mais peinent à s'inscrire dans la durée, faute de moyens humains, constate le président d'Épinal en transition. Pour autant, la structure a servi à plusieurs de ses membres de **levier pour se lancer dans l'auto-entrepreneuriat**, et soutient actuellement la création d'une entreprise dans l'autonomie énergétique. Si elle ne reçoit qu'un soutien moral de la collectivité, elle est néanmoins consultée lors de projets en lien avec **le développement durable et les nouvelles formes d'économie** comme le Pôle Eco Ter Vosges. Depuis cette année, un atelier s'est créé autour d'un

projet de **café associatif** qui servirait de lieu d'animation pour l'association.

En 2016, la Communauté d'agglomération lance, en lien avec deux acteurs locaux de l'insertion (Reval Prest et l'AMI), une consultation dans le cadre de la création du PTCE [Pôle Eco Ter Vosges](#) qui prendra place dans un bâtiment de 4000 m² autour des activités **du réemploi, de la valorisation, de l'éducation et de la sensibilisation à l'environnement** avec une recyclerie et un repair café. Le but est de développer une économie plus circulaire, solidaire et non délocalisable. Le lancement s'est accompagné de la mise en place d'une plateforme d'échange pour inviter les citoyens à prendre part au projet, qui bénéficie déjà du soutien d'institutionnels (Région, Ademe, Caisse des Dépôts, Direccte, etc.) et s'articule autour **des acteurs de terrain de l'ESS et de l'économie circulaire**.

Cette sensibilité aux modèles coopératifs et à **une meilleure gestion des ressources du territoire** s'inscrit dans la lignée du projet phare de la communauté d'agglomération, la [Green Valley](#). En 2009, la Communauté d'agglomération initie cette démarche d'écologie industrielle et territoriale autour d'un "cluster" (grappe d'entreprises labellisée par la DATAR en 2010) dédié au bois et à l'éco-construction. Le projet est implanté autour du site du groupe papetier norvégien Norske Skog (qui représente 400 emplois) dont la volonté est de **dynamiser l'économie locale et de diversifier ses activités** mises à mal par la crise du papier. Un écosystème industriel se crée autour des principes de l'économie circulaire avec l'implantation en 2013 de Pavatex (50 emplois locaux directs) et la création en 2009 de l'entreprise de production de ouate de cellulose Nr Gaïa, né d'un partenariat avec le Campus Fibre. **La mutualisation des ressources entre ces entreprises spécialisées** permet de réaliser des économies financières et énergétiques. Modèle exemplaire en France, la Green Valley est gérée par une société d'économie mixte qui associe la collectivité d'Épinal-Golbey aux acteurs privés pour une gouvernance "plus souple et efficace", indique Jacques-Alexandre Vignon, son directeur.



Manifestation
de sensibilisation organisée
par Épinal en Transition

⁶ D'après la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, l'écologie industrielle et territoriale est une démarche consistant « à optimiser les flux de ressources utilisées et produites à l'échelle d'un territoire pertinent, dans le cadre d'actions de coopération, de mutualisation et de substitution de ces flux de ressources, limitant ainsi les impacts environnementaux et améliorant la compétitivité économique et l'attractivité des territoires ».

Un laboratoire de la participation citoyenne

À proximité de la frontière néerlandaise dans la région de Limbourg, la ville de Genk compte 65 000 habitants de plus de 80 nationalités (53% des habitants sont d'origine étrangère). Ancien cœur de l'activité industrielle de Flandre (3^e pôle après Anvers et Gand), cet ancien bassin minier a connu son essor dans la première moitié du XX^e siècle.

Les trois mines de charbon de la ville attirent des travailleurs de toute l'Europe et forment **une aire urbaine polycentrique**. À leur fermeture (entre 1966 et 1987), la ville se tourne vers l'industrie automobile avec une usine Ford, devenue le premier employeur de Genk. En décembre 2014, l'entreprise ferme son site, occasionnant la perte de 10 000 emplois (dont 4 300 employés de l'usine). Un natif de Genk sur quatre naît aujourd'hui dans la pauvreté. Les difficultés économiques qu'a connues Genk l'ont forcée à **transformer son approche du développement économique**. La collectivité mise notamment sur l'entrepreneuriat pour attirer une population nouvelle (dans le secteur des nouvelles technologies et des industries créatives) mais aussi pour **dynamiser le tissu local**.

Symboles de l'âge d'or de la ville, les trois anciens sites miniers sont réaménagés en tiers-lieux spécialisés :

- ouvert en 2005, **C-Mine** est aujourd'hui un hub qui accueille notamment une école d'art et de design (LUCA School of Art) et un **incubateur de l'économie créative** (pour des startups comme la plateforme de tourisme participatif **Pingvalue**). 330 emplois y ont été créés dans 42 organisations, dont 200 dans le secteur de la création.

- Waterschei, devenu **Thorpark** en 2010, héberge le laboratoire de R&D sur **les énergies renouvelables EnergyVille** qui fédère des acteurs locaux et internationaux.

- **Labiomista** est une résidence artistique et un **laboratoire de la diversité** qui ouvrira en 2018. Les sites ont reçu le soutien de l'Union Européenne et des gouvernements régional et fédéral.

La ville de Genk est par ailleurs très active dans la recherche de **subventions européennes et régionales** et fait partie du projet européen **Accelerating Transitions**.

5%

Entre 2000 et 2017, la population de Genk a augmenté de 5%.

14,6%

La vacance commerciale s'élève à 14,6% à Genk pour 8,9% en Flandre.

12%

Le taux de chômage est de 12% en 2017, soit 5 points de plus qu'à l'échelle de la région flamande (7%) mais pour la même proportion de - 25 ans sans emploi (20%).

Analyse des pratiques collaboratives

Les pratiques collaboratives engagées ou soutenues par la municipalité sont tournées vers **la création d'activités et la formation**. La ville s'engage à accompagner la création d'entreprises et à préserver les commerces indépendants. Elle interdit les chaînes commerciales dans certaines rues (comme la Vennestraat qui fait l'objet d'expérimentations) et adapte des espaces vacants du centre-ville en boutiques éphémères avec le programme **Stadsfabriekjes** (City Factories) lancé en 2016. La municipalité agit en intermédiaire entre le propriétaire du local (exempté de certaines taxes) et le porteur de projet, qu'elle accompagne dans sa création d'activité (communication, mentoring, soutien financier). Avec un budget de 120 000€, le programme soutient 6 porteurs de projets en 2017 et **s'inspire de la démarche engagée par Gand** au sein du réseau **Refill** de l'URBACT et de l'action de Stebo avec **The Box**.

Une communauté de chercheurs de l'école de design et de l'université de Hasselt s'est constituée autour de projets visant à **repenser et recréer de l'emploi à Genk**. Ainsi, le projet **De Andere Markt** (L'Autre Marché) a permis la naissance du collectif d'économie circulaire **Fungimama** par la mise en réseau d'acteurs. Cette dimension se retrouve dans le projet de plateforme participative **Kolenspoor** (Traces de Charbon) qui

« Pour moi, Genk est un immense laboratoire de la participation. Aujourd'hui, nous sommes reconnus pour avoir intégré une population émigrée, ouvrière, qui n'est pas celle des approches participatives traditionnelles.

Joke Quintens, Maire adjointe de 2012 à 2016 en charge de la participation, vie locale, égalité des chances et développement durable, et ancienne députée parlementaire.

recense **des initiatives autour de l'ancienne voie ferrée** qui traverse Genk ou encore le projet européen **Play!UC** qui utilise le *serious game* comme outil de participation à la transition écologique des commerçants indépendants de la Vennestraat. Si la municipalité fait preuve d'enthousiasme vis à vis de cette dynamique, elle reste lucide sur son rôle marginal dans la création d'emplois et sa relative capacité à toucher un large public. Les porteurs de projets, eux, soulignent l'ouverture et la confiance des pouvoirs publics qui sont désormais souvent sollicités par des équipes de recherche européennes.

En parallèle depuis 2012, **Genk renforce ses actions de participation citoyenne grâce à la volonté politique de l'échevine Joke Quintens**. En 2013, 450 habitants participent à la rédaction du plan urbain 2019 et plusieurs dizaines collaborent à l'aménagement d'un **parc public**. Du fait de son histoire et de **l'implication très forte des entreprises industrielles dans la vie quotidienne des habitants** (organisation des loisirs, de la consommation, des espaces publics), la ville de Genk parvient difficilement à recueillir la participation des habitants. Elle s'appuie pour résoudre cela sur **des projets reliés à l'alimentation** (comme le verger collaboratif **De Tuin van Betty**) **et la qualité de vie** (comme l'opération de réhabilitation des quartiers **Mooie Plekjes**, ou "beaux endroits"). Majoritairement financés par la région, le gouvernement fédéral ou encore l'Union Européenne, les projets participatifs sont coordonnés par une personne dédiée à la collectivité.

Plateforme collaborative nationale



L'aménagement polycentrique du territoire est **une opportunité pour le développement du co-voiturage**, encore peu présent sur le territoire. Pionnier en Flandre, Taxistop opère à Genk avec sa plateforme **Carpool.be** en partenariat avec le centre public d'action sociale (OCMW) pour encourager les employés du campus d'aide sociale Portavida à mutualiser leurs déplacements domicile-travail. Lancé en avril 2017, le service est disponible sur 7 sites mais ne compte à ce jour qu'une vingtaine d'utilisateurs réguliers, faute à une faible communication et **un usage du véhicule personnel encore très présent**.

Une municipalité facilitatrice de projets de proximité

Située dans la province d'Hollande septentrionale au centre des Pays-Bas, Hilversum bénéficie d'un emplacement privilégié, qui est son principal atout. La ligne de chemin fer entre Amsterdam et Amersfoort, a permis à cet ancien village de fermiers d'assurer son industrialisation à la fin du XIX^e siècle.

A vingt minutes d'Amsterdam, de l'aéroport Schiphol et d'Utrecht, Hilversum a une population stable, de près de 89 000 habitants. Elle est le coeur de la région Het Gooi, connue pour son cadre de vie vert et agréable, attirant ainsi une population aisée depuis les années 20. À cette époque, les opérateurs de radios nationales s'y installent puis les télévisions dans les années 40. Le gouvernement poussa tous les opérateurs publics de radio et télévision à s'installer à Hilversum jusqu'à récemment et en fit ainsi « **la ville des médias** » aux Pays-Bas. Le secteur représente ainsi près d'un tiers des emplois. La plus grande entreprise implantée à Hilversum est néanmoins Nike, qui y a installé son siège européen, avec 2 800 employés.

Ville prospère et bassin d'emploi, contrairement à ses voisins à dominante résidentielle, la ville ne peut pas se développer au-delà de ses limites actuelles, étant entourée de zones vertes protégées. Cette contrainte spatiale, couplée à une préoccupation environnementale, **fait de la mobilité un enjeu majeur**. Dans une ville engorgée par les trajets pendulaires (43 000 personnes vivant en dehors de la région viennent y travailler, alors que 20 000 habitants d'Hilversum travaillent hors de la région), la municipalité cherche à favoriser l'utilisation d'autres moyens de transport que la voiture, tant auprès des entreprises que des habitants.

Maintenir son dynamisme économique est un autre enjeu, notamment pour les emplois les moins qualifiés. Jusqu'à 2008, la ville a maintenu sans difficultés son développement dans les médias et les industries créatives mais subit à présent la concurrence d'Amsterdam, le tournant numérique et la distribution par internet rendant les infrastructures de diffusion moins importantes. Pour maintenir l'attrait de la ville et attirer de nouvelles start-ups, la municipalité a mis sur **trois employés à temps plein pour assurer la liaison constante avec les entreprises** installées à Hilversum et la revitalisation du centre-ville (restauration de la place principale, ouverture d'un cinéma, rénovation de la galerie commerciale).

37 400€

Le salaire annuel moyen est de 37 400 € à Hilversum, contre 32 400 € aux Pays-Bas, soit 15% de plus. Le chômage est de 5,6% de la population active, légèrement en dessous de la moyenne nationale à 6%.

1/3

1/3 des emplois sont dans les médias.

Analyse des pratiques collaboratives

La municipalité joue avant tout **un rôle de facilitateur** plus que d'instigateur des projets collaboratifs, et se charge d'accompagner les initiatives présentes sur le territoire, avec les différents outils à sa disposition : information, zonage, permis voire financement. Elle impulse néanmoins la participation à différentes échelles :

- du quartier : par les **"liaison officers"** qui font le lien direct entre les habitants, leurs initiatives de quartier et la municipalité, qui finance les projets dans **une logique d'attractivité résidentielle**. Ces agents s'appuient sur la coopération entre entreprises et/ou organisations sociales et sont financés par la taxe foncière des entreprises;

- de la ville : par le recours plus systématique à la **participation citoyenne dans le montage de projet**;

- de la région : avec les villes de Het Gooi et les grandes villes comme Amsterdam et Utrecht, pour avoir plus de poids dans les **négociations budgétaires** avec la province ou l'état et penser ensemble le développement à l'échelle régionale, notamment dans la répartition des logements, le tourisme ou les transports publics. Hilversum a ainsi un représentant au conseil du Grand Amsterdam. La fusion d'Hilversum avec trois autres communes est d'ailleurs envisagée.

Les pratiques collaboratives font l'objet d'une politique dans le cadre de la mobilité, notamment par la **mutualisation de places de parkings** dans les parcs d'entreprise via une application. Une autre stratégie est de coopérer avec les promoteurs immobiliers pour qu'ils construisent moins de places de parking pour les nouvelles habitations qui sont alors remplacées par un petit parc automobile de **voitures partagées** entre résidents.

Quant aux nombreux projets d'initiatives citoyennes, souvent interconnectés, ils sont centrés autour de plusieurs axes :

- les **nouvelles formes de travail** avec [De Stookplaats](#) et [Mix Creative Coworking](#) à [Werf35](#), espaces de coworking/incubateurs pour entrepreneurs créatifs et artistes implantés sur un ancien site industriel;

- **l'éducation** avec le fablab à la bibliothèque pour former les enfants, et **un bus fablab** qui circule dans les écoles de la région. De la même manière, l'initiative [Urban Farming 035](#), ensemble d'une dizaine de **jardins partagés** gérés indépendamment, a une forte dimension pédagogique : la moitié des jardins sont situés dans des écoles pour éduquer les enfants à l'agriculture urbaine;

- la transition énergétique avec [HilverZon](#), **coopérative** d'énergie qui produit de l'énergie grâce à des panneaux solaires;

- la **création de réseaux** pour faire émerger des projets avec [Hilversum Verbonden](#), réseau lancé en 2007 à travers une communication active sur le réseau LinkedIn. Il est composé de **porteurs de projets sociaux** et personnes actives dans la communauté à Hilversum. Il a vocation à faire émerger des projets, en fournissant contacts et conseils mais en les laissant se développer indépendamment. Urban Farming 035 est ainsi né grâce à Hilversum Verbonden. Ils organisent aussi un repair café mensuel. Enfin, [Gemene Goed Economie het Gooi](#) est la déclinaison régionale du réseau national pour la promotion de l'économie du bien commun.

Plateforme collaborative nationale



[Peerby](#) est un site web et une application, lancés en 2012, qui permet à ses utilisateurs d'emprunter et de prêter des objets du quotidien à ses voisins. En 2015 elle a lancé l'offre Peerby Go, service de location où la disponibilité de certains produits est garantie. Elle a pu développer cette offre grâce à **une campagne de crowd-equity** (capital participatif) où 1051 participants contribuèrent à hauteur de 2,2 millions d'euros, soit plus que les montants levés précédemment auprès des investisseurs traditionnels, devenant ainsi collectivement les principaux actionnaires de l'entreprise.

Une réponse collaborative aux défis environnementaux

Agglomération de 82 000 habitants, Kristianstad est située dans le comté de Scanie en Suède, dont elle partage la gestion administrative avec Malmö, métropole et chef-lieu de cette région agricole la plus densément peuplée du pays. La ville centre compte 35 000 habitants, le reste de la population se répartit dans 25 aires de quelques centaines à 10 000 habitants.

Fondée en 1614, Kristianstad est une ville fortifiée construite dans une zone marécageuse, sous le niveau de la mer. Les risques d'inondation étant forts, la ville s'est engagée en 2001 dans des projets de réaménagement (construction d'une digue) et participe à la campagne de l'ONU [Making Cities Resilient](#) pour expérimenter et échanger avec d'autres villes, comme York au Royaume-Uni qui connaît des risques naturels similaires.

“Grenier de la Suède”, la commune produit **des ressources consommées quotidiennement par l'ensemble de la population nationale**. Le plus grand employeur privé de la ville (725 employés en 2016) est l'entreprise finlandaise de production industrielle de viande HKScan. Elle se place bien après la municipalité, qui emploie près de 8 500 personnes. En 1999, celle-ci s'est engagée à sortir des énergies fossiles, en ajoutant aux énergies solaires et éoliennes l'utilisation des déchets que lui offre en abondance sa large production agro-alimentaire. Elle souhaite réduire de 40% les émissions de CO2 et devenir une ville “zéro énergies fossiles” d'ici à 2020. Pour cela, elle investit notamment dans **la production de biogaz pour alimenter les transports publics** (à 100% d'ici à 2018). En parallèle, des projets pédagogiques ont été lancés à destination des habitants et des entreprises locales, par le biais des services publics, des associations et **du parc technolo-**

gique public Krinova. Si le coût d'investissement a été élevé (pris en charge par la ville et l'Etat, dans le cadre de sa politique nationale), **les économies sont réelles** (en 2010, 3,8 millions de dollars ont été économisés pour chauffer les bâtiments publics).

La crise migratoire est à l'origine d'un **fort enjeu d'intégration de la population immigrée** en Suède, qui accepte deux fois plus de réfugiés par capita que le reste des pays de l'OCDE. Fin 2015, 16,6% de la population de Kristianstad était d'origine étrangère, principalement d'Irak, de Syrie, de l'ex-Yougoslavie et de Pologne, avec près de 900 demandeurs d'asile. Elle était concentrée principalement dans un quartier, où 85% de la population était d'origine étrangère, faisant de Kristianstad une des trois villes avec la plus grande ségrégation en Suède. Kristianstad est depuis devenu un bastion de l'extrême droite suédoise où se situe son siège.

+2,7%

+2,7% de variation annuelle de la population sur la période 2013 à 2016, soit 2 points de moins qu'à l'échelle de la région Scanie (4%) et 1 de moins qu'à l'échelle de la Suède (3,6%).

10,6%

Le taux de chômage à Kristianstad est de 10,6% en 2016, plus élevé qu'en Scanie (9,9%) et bien plus que le niveau national (7,6%).

Analyse des pratiques collaboratives

P our atteindre ses objectifs de **réduction d'impact environnemental**, la ville de Kristianstad s'est appuyée sur des pratiques collaboratives diverses, qui vont de la **mobilité partagée** à la création de réseaux locaux. Plusieurs initiatives d'autopartage et de co-voiturage ont été expérimentées dès 2007, comme **l'une des premières flottes nationales de véhicules à la location** alimentés à l'énergie solaire, lancée par l'entreprise municipale **C4energi**. La demande est cependant faible et le service est majoritairement utilisé par les agents municipaux. Par ailleurs, sa grande production agricole locale vient alimenter **un réseau de circuits-courts** avec de nombreux magasins distribuant les fermiers locaux.

En partenariat avec l'université locale, la ville est à l'initiative d'un **incubateur et parc technologique**, **Krinova**, où sont hébergées 90 entreprises, principalement du secteur de l'alimentation, l'environnement et la santé. Chaque année, 25 000 visiteurs s'y réunissent pour des conférences, hackathons et ateliers et chaque jour, 300 personnes s'y rendent pour travailler en résidence ou en coworking. La R&D se concentre sur **les enjeux prioritaires de la ville**, comme le traitement de l'eau ou l'alimentation scolaire, et Krinova collabore aux marchés publics. Les projets collaboratifs sont nombreux et consistent souvent à **mutualiser les biens et services publics** (comme la location de locaux sous-utilisés) au profit des entrepreneurs locaux.

« Je vois plus de possibilités dans les villes moyennes que dans les grandes. L'innovation y est plus rapide, car nous sommes plus proches des municipalités et des acteurs privés (...) et donc plus à même de répondre à leurs défis sociétaux.

Charlotte Lorentz-Hjorth, CEO de Krinova.

Une communauté internationale (de plus de 20 pays) s'est constituée autour du **Food Hackathon**, organisé chaque année par Krinova depuis 2015, pour co-construire **des solutions innovantes dans le domaine de l'alimentation** comme le service d'achat groupé en circuit-court, **Pool.farm**.

La réserve naturelle qui borde la ville, Kristianstad Vattenriket Biosphere Reserve, est co-gérée par un réseau d'individus et d'organisations concernés et affectés par les enjeux de la réserve, des fermiers locaux à des associations internationales de défense de l'environnement. Ces différents acteurs sont impliqués dans **des processus de codécision**, organisés autour de clusters de sujets d'intérêt commun. La gestion est confiée au Biosphere Office, qui assure le rôle de facilitation et de **coordination de ce processus collaboratif**.

La municipalité a signé en 2016 un accord avec des représentants de la société civile pour accroître la participation citoyenne et s'appuiera sur le tissu associatif dense de la ville, avec près de 1 000 associations. De cette densité a pu émerger des initiatives comme **Framtidsveckan** (FutureWeek), déclinaison locale de l'événement initialement créé en 2009 à Söderhamn pour penser la transition écologique, en s'adaptant aux enjeux des villes où il se tient.

Plateforme collaborative nationale



Lancé en 2007 sur les réseaux sociaux à l'initiative de Mattias Jägerskog, le mouvement de co-voiturage **Skjutsgruppen** réunit aujourd'hui 70 000 participants sur une plateforme web et une application. Cette association à but non-lucratif met en relation des individus pour **partager gratuitement leurs véhicules** sur des trajets longues et courtes distances. Ces "participants" peuvent rejoindre le comité de l'association au côté de 1000 bénévoles. **En partenariat avec plus de 30 collectivités qui financent une plateforme unique**, Skjutsgruppen valorise aussi les transports publics en les intégrant à la recherche d'itinéraires. Un récent partenariat avec Hertz permet aux utilisateurs d'emprunter gratuitement des véhicules du loueur pour certains trajets.

Une stratégie d'attractivité dynamisée par le collaboratif

Située dans le Morbihan à proximité de Vannes, Lorient est la 3^{ème} unité urbaine de la région bretonne derrière Rennes et Brest et la 46^{ème} française. La ville centre accueille 57 662 habitants et l'aire urbaine (qui regroupe 29 communes) en compte 216 977. Historiquement tournée vers la mer, Lorient possède 5 ports et une économie maritime dynamique (dont 16% des emplois du Pays de Lorient dépendent).

Si il est moins dynamique que l'ensemble régional, **"le moteur démographique"** de l'aire urbaine lorientaise continue malgré tout à tourner grâce à un solde migratoire positif (son solde naturel étant désormais quasiment nul). Lorient n'est en revanche pas épargnée par le phénomène de vieillissement de sa population, d'autant plus marqué en raison de son cadre vie qui attire les retraités et de sa **faible offre universitaire qui pousse les jeunes locaux à partir** pour Rennes, Brest ou Nantes.

À noter que le tissu économique de Lorient est équilibré et diversifié. Si l'économie maritime et industrielle y occupe une place importante (construction navale, produits de la mer, industrie nautique, etc.), le tertiaire s'est également fortement développé depuis 1975. **La zone d'emploi de Lorient figure désormais parmi "les moins spécialisées"** d'après un récent travail du CGET.

Lorient est aujourd'hui confrontée à **un enjeu d'attractivité** (économique et résidentiel puisque son solde naturel est en train de basculer dans le négatif), ainsi qu'à un enjeu de positionnement par rapport à la mondialisation et à la métropolisation. C'est pourquoi la ville a, entre autres, mandaté Audélor (agence d'urbanisme et de développement économique du Pays de Lorient) pour engager une démarche de marketing territorial mettant en valeur **les secteurs lorientais les plus attractifs et compétitifs sur un plan mondial.**

+0,4%

Sur la période 2008-2013, le taux de variation annuelle de la population de Lorient est de + 0,4 %

24,9%

Le pourcentage de la population âgée de plus de 60 ans est de 24,9 % soit 1,5 points de plus qu'à l'échelle nationale.

13,7%

Le taux de chômage culmine à 13,7 % (près de 30% chez les jeunes) dans l'aire urbaine de Lorient, soit 2 points de plus.

Analyse des pratiques collaboratives

Choisissant de “sortir d’une démarche purement concurrentielle” par rapport à Vannes et Quimper et préférant se concentrer sur les liens qui les unissent (liaison TER, flux domicile-travail, collaboration entre les technopoles), Lorient a créé, avec ces deux villes moyennes voisines, **une alliance à l’échelle de la Bretagne Sud** de manière à faire face aux métropoles et peser sur les orientations prises à l’échelle régionale. Cette alliance a donné naissance à **un projet inédit de plateforme** pour aider les conjoints des cadres récemment recrutés sur le territoire à trouver un emploi à la hauteur de leurs qualifications. Intitulée *jobconjoints.bzh*, cette plateforme a été développée en réponse à une problématique identifiée à l’échelle de la Bretagne Sud et doit participer à **renforcer son attractivité auprès des cadres** et cadres supérieurs.

Toujours dans ce souci d’attractivité, l’agence de développement économique (Audélor) s’interroge sur **le positionnement que Lorient doit avoir par rapport aux nouvelles formes de travail** (coworking, télé-travail, augmentation des travailleurs indépendants) alors que Lorient ne se trouve désormais qu’à 3h de TGV de Paris. La ville pourrait en effet se positionner

en mettant en avant **son cadre de vie, sa proximité avec Paris et son offre de tiers-lieux**, à l’image de la [Colloc](#).

Lorient cherche également à se faire connaître comme un véritable lieu d’innovation. Dans le cadre de sa stratégie de marketing territorial, l’agence de développement a ainsi choisi de mettre en avant **le secteur de la technologie embarquée** où Lorient fait figure de leader mondial. À titre d’exemple, Nke Marine Electronics (qui équipe de nombreux bateaux du Vendée Globe en instrumentation embarquée) est ainsi implantée à Hennebont, à une dizaine de kilomètres de Lorient. La ville accueille d’ailleurs de nombreux projets collaboratifs tournés vers **le développement de nouvelles technologies** et l’innovation à l’image de Créafab, un fablab lancé à l’initiative d’un collectif de professionnels autour de l’impression 3D ou de Technopôle.

De nombreux projets identifiés sur le territoire lorientais ont comme caractéristique commune d’être tournés vers **le développement durable et l’écologie**, en lien avec les ressources locales, tels que :

- [Ekosea](#), une plateforme de **financement participatif dédiée au monde maritime** et à l’écologie qui permet la création de projets locaux (plus de la moitié des porteurs de projets sont bretons) mais aussi internationaux

- Un réseau dense d’AMAP avec 25% des emplois agricoles du pays de Lorient qui alimentent des circuits-courts, et le soutien de l’agglomération avec une “charte de l’agriculture et de l’alimentation” révisée en 2015 pour valoriser **les productions biologiques et locales** dans les établissements publics

- [L’association des entreprises de Kerpont](#), qui a permis de mettre en place de nombreuses synergies et démarches collaboratives à l’échelle de la zone d’activités (prêts, échanges de matières premières, expérimentation du dernier km avec vélos, mutualisation d’achat d’énergie, etc.).

“ L’arrivée de grosses entreprises tertiaires, on n’y croit plus vraiment. Il faut qu’on arrive à mieux cerner cette demande de travailleurs indépendants et qu’on affirme un positionnement là-dessus.

Gilles Poupard, directeur Veille et études économiques à Audélor

Les locaux du
co-working La Colloc
inaugurés en 2016





📍 MONT-DE-MARSAN, FRANCE

Un territoire d'expérimentation autour du design de services

Située dans la région Nouvelle Aquitaine à 130 km au sud de Bordeaux et à proximité de Dax (40 km), Mont-de-Marsan est la préfecture du département des Landes. Regroupant 47 communes, son aire urbaine compte 70 724 habitants et sa ville centre 31 009 habitants.

Comme l'ensemble du Sud-Ouest, l'agglomération montoise bénéficie d'une **situation démographique et économique relativement favorable**. Le département des Landes constitue ainsi le territoire le plus attractif de la Région Nouvelle Aquitaine sur le plan démographique (+1,2% pour le département sur la période 2008-2013). Les nouveaux arrivants sont le plus souvent de **jeunes retraités** attirés par des loyers moins chers que sur la Côte Basque et qu'à Bordeaux, ainsi qu'un cadre de vie agréable. Le revers de cette attractivité résidentielle se traduit par une **surreprésentation de personnes âgées**, renforcée par le départ des jeunes montois (18-25 ans) vers Bordeaux, Toulouse ou bien encore Pau pour y faire leurs études ou trouver un emploi.

Chef-lieu du département, Mont-de-Marsan est une ville à **dominante administrative** qui n'a pas souffert du projet de réforme territoriale engagée par l'Etat. Au contraire, sa base militaire (dont dépend ¼ des emplois de la ville) s'est même vue renforcée en septembre 2016 par le Ministère de la Défense avec l'arrivée d'un nouvel escadron de rafales. **Les secteurs de l'agroalimentaire et de la sylviculture** participent également au dynamisme de l'économie locale (l'ADN du territoire landais étant le bois, le maïs et le canard). La ville rencontre cependant des difficultés liées à son positionnement

dans l'aire d'influence des deux principales métropoles du Sud Ouest, que sont Toulouse et Bordeaux :



Quand vous être coincé entre Toulouse et Bordeaux et en charge du développement économique, il faut être imaginatif.

Philippe Soler, Directeur du Développement Économique de Mont-de-Marsan Agglomération

+0,8%

Sur la période 2008-2013, le taux de variation annuelle de la population de la communauté d'agglomération (CA) de Mont-de-Marsan est de + 0,8 % soit 2 points de plus que la région Nouvelle Aquitaine et 3 points de plus que la moyenne nationale.

12,3%

Le taux de chômage de l'aire urbaine de Mont-de-Marsan s'élève à 12,3% en 2014, moins élevé qu'à l'échelle régionale (13,2%).

51,5%

51,5 % des emplois relèvent du secteur public.

Analyse des pratiques collaboratives

L'un des principaux enjeux pour Mont-de-Marsan réside dans sa capacité à se distinguer des villes voisines en capitalisant sur les atouts de son territoire afin de maintenir le dynamisme économique local.

Le salut de la ville pourrait passer par le **design de service**. La direction Développement Economique de Mont-de-Marsan Agglo a en effet décidé d'en faire un facteur transversal de développement aux différents domaines d'activités du territoire : sylviculture, agriculture, silver economy... Privilégiant une approche par les usages, la communauté d'agglomération veut faire de la ville **un territoire d'expérimentation** où les entreprises pourraient venir tester leurs solutions à travers des appels à projets ou manifestations d'intérêt. Elle souhaite faire **sortir l'innovation des métropoles et la faire venir dans les territoires**.

Les pratiques collaboratives ont plus de chance de trouver de l'écho sur ces territoires-là (villes moyennes) qui sont quelque part un peu en errance ou en recherche de sens. C'est plus facile d'y faire des expérimentations et d'être opérationnels.

Philippe Soler, Directeur du développement économique de Mont-de-Marsan Agglomération

Pour l'heure, aucune expérimentation n'a encore été lancée mais **de nombreux projets "collaboratifs" prennent déjà place à Mont-de-Marsan**. Si l'économie collaborative ne fait pas l'objet d'une politique dédiée, les pouvoirs publics locaux l'envisagent comme un levier au service du développement local. La grande majorité des projets "collaboratifs" qu'ils soutiennent sont tournés vers **l'entrepreneuriat et la valorisation du savoir-faire landais** ("le made in Landes") :

- **Bulb in Landes**, une plateforme de financement participatif issue d'un partenariat entre Tudigo et la CCI du département afin de **soutenir les TPE et les auto-entrepreneurs** dans le développement et la concrétisation de leurs projets d'entreprise. 12 projets ont été financés via la plateforme pour un montant total de 73 000 euros depuis sa création,

- **So-Watt / La Fabrique**, un projet de parc technologique couplé à une pépinière d'entreprise et à deux écoles (de design et management), porté par Mont-de-Marsan Agglo, qui vise à répondre aux besoins en termes de parcours résidentiel des jeunes entrepreneurs locaux,

- **Votremachine.com**, une plateforme de location de matériel entre agriculteurs.

La ville compte un important vivier associatif, à l'origine de projets comme le fablab Fabriques Alternatives ou encore le coworking Comptoir Ballan qui ouvrira en 2018. **Le projet de verger participatif** a été lancé par la mairie dans le cadre du réaménagement d'un coeur de quartier même si les citoyens ont été associés à la démarche. Ce dernier se distingue des projets évoqués plus haut par sa finalité. Il vise à favoriser la **création de lien social entre les habitants** de Mont-de-Marsan, "une ville pavillonnaire où les gens vont au verger pour se rencontrer" explique Marie-Christine Bourdieu, 3^{ème} adjointe au maire de Mont-de-Marsan chargée du développement durable.

Pour dynamiser le centre-ville, le promoteur basque **Biltoki** réinvente les Halles de la Madeleine fermées depuis 1997 grâce au crowdfunding. L'ouverture est prévue pour l'automne 2017. Forte du succès des « Halles participatives » de Anglet, l'entreprise essaime son concept de co-gestion des halles avec les producteurs indépendants qui l'occupent dans plusieurs villes, dont Bordeaux.



Projet du parc technologique So Watt de Mont de Marsan Agglo réalisé par les architectes Cachau, Tarricq/Escoubet

Des espaces hybrides au service du vivre-ensemble

Commune la plus peuplée de l'Aude avec ses 53 000 habitants, Narbonne est un nœud de communication historique, à proximité des villes de Perpignan, Carcassonne et Montpellier. La ville centre concentre 42% de la population et deux tiers des emplois du Grand Narbonne, communauté d'agglomération de 126 000 habitants regroupant 36 communes de 200 à 6 000 habitants. Une cohabitation politique entre la municipalité et la communauté d'agglomération est en place depuis 2014.

Narbonne présente les caractéristiques des villes moyennes du Sud Est, à dominante tertiaire (8 emplois sur 10) et souffrant d'un taux de chômage élevé, qui touche particulièrement les jeunes. Le seuil de pauvreté dépasse les 23% en 2015. L'insertion des jeunes et le renouvellement des actifs, face à un vieillissement croissant de la population, sont deux enjeux majeurs pour la commune et son agglomération. Moins touchée par la vacance commerciale en centre-ville que sa voisine Béziers, Narbonne développe son offre commerciale en périphérie et sa couronne périurbaine attire des ménages plus aisés. Une gare de la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan est en cours de construction à l'Est de Narbonne, renforçant l'attractivité du territoire.

Avec une croissance démographique en hausse (majoritairement due à une migration régionale), le Grand Narbonne capitalise sur l'économie présente avec la viticulture, l'artisanat et un tissu dense de TPE/PME. La collectivité souhaite développer une offre de services touristiques haut de gamme, encore en déficit. L'attractivité résidentielle du territoire fait cependant face à la concurrence des grandes villes voisines, à l'absence d'université et à une forte dynamique saisonnière.

Des actions en faveur du développement de la filière environnementale sont menées dans le cadre de la politique de "croissance verte" qui vient répondre à des activités industrielles faibles (6,5% des emplois) et des risques climatiques forts (inondations, sécheresses).

19,7%

Le taux de chômage de l'aire urbaine de Narbonne est de 19,7% soit 4 points de plus qu'en Occitanie (15,2%).

9%

La vacance commerciale s'élève à 9% dans le Grand Narbonne, soit un point de moins que le seuil d'alerte fixé par le cabinet Procos.

62%

62% des emplois de l'aire urbaine relèvent du secteur tertiaire, légèrement moins qu'à l'échelle régionale (72% en 2016)

Analyse des pratiques collaboratives



avec **18% de travailleurs indépendants**, le Grand Narbonne est un territoire favorable à l'**émergence de tiers-lieux**, qui se développent depuis l'ouverture en 2015 par deux entrepreneures narbonnaises du premier coworking de la ville, [Work Another Way](#). Valérie Caze-nave, co-fondatrice de l'espace, conseille ensuite le Grand Narbonne pour **son projet de fablab** et coworking ouverts en mai 2017 en annexe de sa structure pour l'ESS, l'[IN'ESS](#). "On ne peut pas être concurrents, il n'y a pas la place pour ça. On doit être partenaires" explique-t-elle. Pour attirer du public et développer la **pratique du coworking**, les deux initiatives misent sur un programme d'animation varié. En organisant un hackathon sur l'économie du partage en 2016, le Grand Narbonne a ainsi permis la naissance du repair-café l'[Atelier de Chez Mémé](#) qui propose des ateliers inter-générationnels et DIY (Do-It-Yourself). Les deux entrepreneures narbonnaises à l'origine du lieu l'envisagent comme une étape préalable (phase d'idéation et prototypage) pour les porteurs de projets, en cela complémentaire des espaces de travail partagé de Narbonne.



Narbonne est une ville sans étudiants et avec beaucoup de personnes âgées. Les entrepreneurs ont du mal à rester et sont vite happés par Montpellier ou Toulouse. Ceci dit, nous avons une qualité de vie et des choses intéressantes à créer pour sédentariser les porteurs de projets. L'accès aux crèches et aux transports sont plus faciles ici que dans les grandes villes.

Vivianne Thivent, co-fondatrice de l'Atelier de Chez Mémé

Le cadre de vie et la proximité sont des atouts précieux pour Narbonne, que cherche à préserver l'association Ecolocal avec **son projet de territoire durable** [Futur Narbona](#) lancé en 2014. Ses membres organisent des ateliers participatifs et des conférences pour sensibiliser aux enjeux environnementaux. Cette démarche de "prospective citoyenne" souhaite impliquer les habitants dans le **diagnostic territorial et la co-construction de projets écologiques**. Le travail de l'association fait écho à celui de [Vélocités Narbonne](#) qui dénonce le manque d'infrastructures de mobilité douce dans la commune lors d'événements publics et de discussions avec les autorités locales. Un réseau de producteurs locaux s'organise pour développer la **consommation collaborative en circuit-court**, comme [la ruche](#) La Ruche Qui Dit Oui hébergée à l'IN'ESS, l'AMAP [Bioréseau](#) ou encore [Les Petites Pousses](#) en partenariat avec la SNCF. Une demande forte existe autour de la **production biologique et locale** et l'initiative de supermarché coopératif de Montpellier inspire le convivium Slow Food [L'Aude à la Bouche](#) qui valorise les producteurs du département.

Dans le cadre de sa politique de croissance verte, Le Grand Narbonne soutient l'initiative d'un agriculteur local de **parc coopératif d'énergies solaire et biomasse** sur un ancien site Areva. Le capital de l'association [Energies participatives du Narbonnais](#) sera ouvert à hauteur d'1M€ (sur 3,6) aux habitants. Assistée par [Enercoop](#), l'expérimentation repose sur un partenariat public/privé et présente des retombées économiques importantes pour le territoire mais la contribution citoyenne pourrait être renforcée.

Narbonne bénéficie du rayonnement des pratiques collaboratives développées en Occitanie, deuxième région de France en nombre de [tiers-lieux](#), notamment à Montpellier et Toulouse où des acteurs comme [La Mêlée](#) favorisent leur essaimage. Des élus et cadres administratifs dynamiques **portent une vision positive de l'économie numérique et collaborative**, bien que l'appareil politique dans son ensemble conserve une approche traditionnelle du développement du territoire. Une nouvelle génération d'acteurs s'appuient sur ses compétences numériques pour créer du lien social en réponse à un paysage politique polarisé.

ZOOM

Viva Cidade

Projet d'urbanisme participatif à Aveiro

Sa génèse

VivaCidade est une collaboration entre 4iS, plateforme pour l'innovation sociale au sein de l'université, la chambre municipale d'Aveiro et Setepes, consultant en projets culturels. Le projet a été l'un des 10 sélectionnés parmi plus d'une centaine dans le cadre du programme Européen, Actors for Urban Change, financé par la Robert Bosch Foundation et MitOst, à hauteur de 10 000€.

Son développement

VivaCidade est un exemple de régénération urbaine par l'intervention culturelle et la participation citoyenne. Le projet s'est déroulé en trois phases entre Novembre 2013 et mai 2015. Dans un premier temps, l'identification d'une dizaine de friches et catégorisation de ces espaces (emplacement, relation au quartier, etc), avec l'aide du département d'urbanisme de la ville. 3 vides qui appartenaient à la chambre municipale ont été présélectionnés pour une intervention. Un diagnostic plus fin de la zone finalement choisie a été réalisé grâce à des entretiens de résidents et à des actions de rue (permanence dans des boulangeries pour rassembler une liste de contacts, peinture murale de la friche pour signaler le projet). Puis, le projet est entré en phase de co-conception, avec l'organisation de 7 réunions publiques avec les riverains pour le co-construire. Une relation de confiance avec les habitants, au départ sceptiques, s'est développée en s'installant dans leur quartier pendant toute la durée du projet. Architectes, urbanistes et designers ont alors



transformé les idées en plans réalisables. Pendant les 5 mois d'attente de la validation de la ville, différents événements ont permis de présenter les plans aux habitants, d'identifier les compétences techniques pour aider à la construction du parc et d'obtenir des dons en nature (bois, azulejos, peinture, etc). Les différents niveaux d'engagement possibles ont permis d'attirer des profils variés. Enfin, une fois le plan validé, des ateliers ont permis de former les citoyens aux différentes techniques de construction (charpenterie, jardinage, peinture, etc.) nécessaires à l'aménagement en parc. Un an plus tard, une opération d'entretien du site a eu lieu.



Son modèle économique

Aides européennes (10 000€) complétées par des dons en nature.



Ses résultats

- Transformation d'une friche en parc public.
- Mobilisation d'une trentaine de citoyens autour d'un projet d'intérêt général.



Ses perspectives

Le processus a été documenté pour être facilement répliquable par d'autres acteurs. Pour autant, la municipalité n'a pas souhaité renouveler le partenariat pour continuer le travail sur les deux autres vides présélectionnés.

Pour en savoir plus :

<http://www.citytoolbox.net/tools/mind-the-void-micro-scale-urban-regeneration/>

ZOOM

The Box

Boutique à la demande à Genk

Sa génèse

The Box est une initiative de l'ONG Stebo qui oeuvre au développement local de la région minière de Limbourg avec des projets d'entrepreneuriat social, de logement, de formation et de développement durable. Soutenue par la région flamande, Stebo a développé en 2013 le concept d'un commerce "clé en main" pour les jeunes entrepreneurs (20 startups à ce jour). Son objectif est de dynamiser la rue et d'offrir aux entrepreneurs la possibilité de valider leur concept et de rencontrer leur public.

« Nous sommes passés d'un produit à un service. Les entrepreneurs d'aujourd'hui n'ont plus besoin d'une boutique, mais plutôt d'une vitrine.

Franck Maleszka, responsable du projet The Box.

Son développement

Située dans la *Vennestraat*, la boutique est louée de deux jours à trois mois avec tous les services inclus (eau, électricité, assurances, cuisine, licences, etc.). L'offre s'adresse à des entrepreneurs locaux et cible en particulier les populations marginalisés (en situation précaire, sans emploi). L'association recherche la complémentarité des projets sélectionnés avec les commerces indépendants de la rue (en organisant



des partenariats événementiels par exemple) et fixe un loyer au prix du marché pour éviter la concurrence déloyale. Les porteurs de projets sont accompagnés par l'association pour la consolidation de leur modèle d'affaire, le marketing et la communication.



Son modèle économique

Versement des loyers du local (propriété de Stebo), un chargé de projet à temps plein pour le recrutement et l'animation.



Ses résultats

- Création d'une communauté d'entrepreneurs pour mutualiser les locations entre activités complémentaires
- Changement du cadre légal et administratif (obtention d'assurances, licences, etc.) qui encourage la réplique du service



Ses perspectives

L'initiative a essaimé (5 "Boxes" dont à Gand et Bruges), une plateforme est en cours de construction pour permettre aux porteurs de projets de se déployer à l'échelle régionale.

ZOOM

De Andere Markt

Living lab à Genk

Sa génèse

De Andere Markt (DAM) est un projet initié par le designer colombien Pablo Calderon Salazar dans le cadre de son doctorat à la LUCA Art School de Genk. Lancé après la fermeture de l'usine Ford de Genk en 2014, DAM vise à générer un nouveau débat public et participatif autour du travail. L'objectif du lieu est de devenir un lieu d'apprentissage et d'expérimentation ancré dans la vie locale. Une communauté transdisciplinaire (chercheurs, habitants, associations) s'est créée pour monter des projets en lien avec le développement économique et le travail, mais aussi la production alimentaire, la santé, le patrimoine, l'économie circulaire...

Les institutions qui travaillent sur cette question à Genk considèrent seulement le travail à travers le prisme de l'emploi, et comment en trouver, au lieu de se demander ce que "travailler" veut dire aujourd'hui et quelles nouvelles formes nous pouvons inventer.

Pablo Calderon Salazar, initiateur de DAM.

Son développement

Grâce à une cartographie des talents des habitants de Genk, élaborée lors de rencontres publiques et documentée [en ligne](#), DAM a fait naître une communauté d'intérêts et des projets entrepreneuriaux. Le dispositif



©Pablo Calderon Salazar

itinérant, une presse manuelle créée dans le fablab de la ville installée sur un vélo-cargo, permet au chercheur de se rendre dans toute la ville pour interroger les riverains. Avec le soutien de la municipalité, le projet s'est installé dans un *living lab* dans la *Vennestraat* où d'autres recherches sont menées autour de la santé et du patrimoine. L'espace est ouvert mais peu fréquenté par les habitants, pour qui "le seuil d'accès est trop élevé", selon Katrien Colson, l'agent municipal qui s'est occupée du projet. L'équipe de chercheurs soutient d'autres projets en apportant ses compétences en design. L'élaboration d'une cartographie en ligne vise à relier les porteurs de projets de manière plus rapide et automatique.



Son modèle économique

Location par la municipalité de l'espace (10 000 euros / an), subventions européennes et de fondations privées pour les projets de recherche.



Ses résultats

8 projets ont été développés par une communauté de 100 personnes dont De Andere Markt, autour de la recherche d'emploi avec le fablab de Genk, Kolenspoor, autour de la réhabilitation économique d'une zone périurbaine, [FunghiLab](#), autour de la production circulaire de champignons...



Ses perspectives

- Le design est employé comme méthodologie pour repenser les approches traditionnelles autour du sujet sensible du chômage.
- L'initiative rencontre cependant des difficultés à impliquer le grand public et dépend de subventions municipales qui pourraient être arrêtées.

ZOOM

HilverZon

Coopérative d'énergie à Hilversum

Sa génèse

HilverZon est une coopérative d'énergie lancée en septembre 2015, avec pour objectif de transformer le bilan énergétique d'Hilversum en un bilan neutre d'ici à 2030. Son fondateur bénéficie d'un fort soutien de la mairie car il a longtemps été impliqué dans la vie politique locale et a monté d'autres initiatives auparavant, comme le réseau local Hilversum Verbonden, sans demander d'aide à la mairie. HilverZon conseille la mairie sur les questions d'énergie et l'a aidé à élaborer le plan environnemental de la municipalité. La coopérative participe aux efforts d'information de la mairie pour sa transition énergétique, en organisant des soirées, des meet-ups, etc.

Son développement

Ses 200 membres sont propriétaires de l'entreprise et contrôlent ses dépenses. Un conseil d'administration surveille la bonne utilisation des fonds.

« Le principal problème avec la mairie, c'est qu'elle a des objectifs qu'elle essaie d'imposer. Il faut laisser une marge de manoeuvre aux citoyens, c'est leur temps libre et ils veulent faire ce qui leur semble important.

Aernould Olde, fondateur de HilverZon.



3 toits collectifs ont été équipés de panneaux solaires. L'énergie produite est vendue au réseau national qui revend l'énergie aux consommateurs. HilverZon cherche à créer dans chaque quartier où est installé un toit une petite communauté où les voisins peuvent travailler ensemble à améliorer l'environnement.

En plus de son activité de production énergétique, HilverZon assure de nombreux ateliers de formation pour les citoyens et dans les écoles pour informer sur les moyens d'économiser de l'énergie et de consommer de manière plus responsable. Elle fait aussi du conseil aux entreprises sur leur consommation énergétique.



Son modèle économique

La mairie subventionne la coopérative à hauteur de 150 000€, ce qui a permis la professionnalisation de l'activité. L'investissement initial pour les particuliers est de 325 euros par unité, pour des revenus d'une trentaine d'euros par an (ou une facture énergétique très allégée). Des organisations peuvent aussi devenir membres pour une cotisation annuelle de 50 à 150€.



Ses résultats

Elle a équipé 3 grands toits de panneaux solaires et en prépare plusieurs autres.



Ses perspectives

HilverZon a pour projet de développer son propre réseau local de distribution afin que l'énergie produite soit consommée sur place. Cela nécessite de construire des espaces de stockage d'énergie. L'objectif est de créer 30 toits et d'avoir près de 2000 membres. Un de ses défis est d'arriver à mieux s'implanter dans les quartiers populaires.

ZOOM

UF035

Association de jardins partagés à Hilversum

Sa génèse

Né de la création d'un jardin temporaire en 2012 sur un chantier vide, le projet est porté par un entrepreneur social, bien ancré dans le réseau local d'entrepreneurs et militants autour des questions de développement durable. Des inondations détruisirent le jardin et forcèrent les participants à déplacer les bacs dans l'école mitoyenne, déclenchant une nouvelle dynamique. La devise actuelle de UF035 est "vert, chouette et sain" et incarne sa volonté de sensibiliser aux questions écologiques et alimentaires tout en créant un collectif autour de l'agriculture urbaine. L'association monte des projets en lien avec le développement économique et le travail, mais aussi la production alimentaire, la santé, le patrimoine, l'économie circulaire...

Son développement

On compte une dizaine de jardins à l'heure actuelle, dont la moitié se trouve dans une école. UF035 leur fournit des plans de cours et organise des ateliers. L'autre moitié est située sur des terrains publics. Chaque jardin fonctionne de manière autonome, les participants décidant de cultiver de manière individuelle ou collective. Le jardin est ouvert à tous, jardiniers réguliers ou occasionnels, ce qui permet d'avoir plus de participants. Tous les jardins ont un coordinateur qui est en contact avec l'équipe centrale. Cette dernière se charge de faire le lien entre les jardins par des événements et la newsletter, d'organiser des ateliers de formation, de gérer le budget et de faire



connaître les jardins aux habitants de la ville. Par ailleurs, sa connaissance des rouages administratifs et ses contacts à la mairie permettent de créer de nouveaux jardins facilement. UF035 est devenu une association début 2017 afin de pouvoir recevoir des aides financières d'organisations caritatives et d'être moins dépendante de son principal fondateur.

« Si les gens veulent faire quelque chose de communautaire, il doit vraiment y avoir du temps investi au début pour être sûr que la façon dont on va travailler ensemble est bien définie. »

Shazade Jameson, secrétaire de l'association UF035.



Son modèle économique

UF035 a un budget annuel total d'environ 10 000€. Elle reçoit des subventions de la mairie sur la base de projets spécifiques et chaque jardin dépose chaque année une candidature pour recevoir des fonds lors de la journée nationale du volontariat, parrainé par la fondation de la reine, ce qui leur permet de recevoir 400€ par jardin. En plus de cette somme, chaque jardin reçoit 200€ de l'équipe centrale, voire des fonds d'autres associations en fonction de sa mission.



Ses résultats

250 personnes reçoivent actuellement la newsletter. Deux projets se sont démarqués par leur capacité d'intégration : un jardin autour des réfugiés, l'autre dans une résidence pour personnes âgées à côté d'une école, qui a permis de tisser des liens intergénérationnels.



Ses perspectives

UF035 va recruter un jardinier spécifiquement pour les écoles chargé d'animer les ateliers avec les enfants.

Ils prévoient aussi une campagne de communication pour faire venir plus d'habitants dans les jardins.

ZOOM

TransforMAT B2B

Réseau d'entrepreneurs locaux à Kristianstad

Sa genèse

TransforMAT est un réseau d'entreprises locales initié en 2010 par le parc technologique et incubateur public [Krinova](#) à la demande de la région de Scanie. L'Union Européenne a soutenu le projet qui vise à accompagner les acteurs locaux du secteur de l'alimentation (production, transformation, restauration). L'objectif du réseau est de faciliter l'apprentissage, les échanges commerciaux et la mutualisation de biens et services entre membres (espaces de stockage, personnel, produits, logistique, etc.) et donc de dynamiser l'économie locale par une coopération entre acteurs renforcée à l'échelle régionale.

À Krinova, nous avons accompagné la création de plus de 500 entreprises du secteur depuis 10 ans. La dernière étape du réseau a été de le numériser pour rendre les échanges encore plus faciles.

Charlotte Lorentz-Hjorth, PDG de Krinova.

Son développement

Le réseau compte 12 000 acteurs régionaux, majoritairement des TPE et PME (- 25 salariés) mais aussi le groupe Absolut, dont l'usine de production est située dans la commune. Il est structuré autour de trois offres : un service d'information en ligne (sous



la forme de questions-réponses), un calendrier participatif de formations (physique et en ligne) et une plateforme de matchmaking B2B, [TransforMAT B2B](#). Lancée en 2015, elle réunit 150 acteurs à ce jour. Le service s'adapte aux besoins des acteurs locaux : avec le développement de l'agritourisme dans la région, les besoins relatifs à ce secteur en croissance ont été intégrés à la plateforme B2B.

Nous discutons avec de nombreuses régions pour qu'elles rejoignent la plateforme et que l'initiative devienne nationale. A terme, nous souhaitons que le réseau se renforce et puisse vivre sans nous.

Charlotte Lorentz-Hjorth, PDG de Krinova.



ZOOM

Smiile

Plateforme d'entraide de proximité à Lorient - France

Sa genèse

Smiile (anciennement Mon p'ti voisinage) est un réseau social d'entraide et de partage local entre voisins (covoiturage, achat groupé, échange de services), créé **en février 2014** à Saint-Malo par David Rouxel. La plateforme est notamment utilisée dans la ville de Lorient.

Son développement

La plateforme est très vite devenue un média d'hyper proximité. Elle facilite la mise en relation entre tous les acteurs d'un quartier (habitants, commerçants, associations, etc.) et un maximum de services collaboratifs de proximité. Aujourd'hui, 11 startups locales ou opérant sur le territoire de Lorient utilisent l'API de Smiile pour proposer leurs services de covoiturage, stockage, financement participatif, achats groupés (Koolicar, La Ruche qui dit oui, Karos, Tudigo...).



L'ambition est aujourd'hui d'être le premier facilitateur du partage hyper local, de la vie de quartier.

Morgane Hemery, chargée de la communication et du marketing chez Smiile.

À Lorient, les habitants ont recours à la plateforme pour des services comme : le jardinage, réparation d'objets, ménagers (repassage, lavage vitres), covoiturage, bien-être (relaxation, massage, musicothérapie), culinaires (proposition de petits plats, échange et cours de cuisine), aide pour travaux...



PARTAGEZ, ÉCONOMISEZ, POSITIVEZ.



C'est intéressant et plus puissant quand Smiile est intégré dans une vision stratégique pour rendre la ville plus durable, plus responsable et plus solidaire. La réussite du projet ne dépend pas de Smiile qui est seulement un outil mis au service de cette vision.

Pauline Hamon, cheffe de projet "Collectivités et habitat" chez Smiile.



Son modèle économique

L'inscription sur le site ou via l'application est gratuite. Le modèle économique de Smiile repose sur une offre à destination des collectivités et des bailleurs sociaux qui peuvent souscrire un abonnement annuel afin de déployer des services collaboratifs dans leurs résidences et territoires.



Ses résultats

- 250 000 utilisateurs en France dont 464 à Lorient / 17 000 réseaux dont 12 à Lorient.
- Nombre d'échanges sur la période 2016-2017 à Lorient : 52 partages d'objet ou de services + 83 posts dans les forums de discussion entre habitants.

Pour en savoir plus :
<https://www.smiile.com/>

ZOOM

La Colloc

Espace de travail collaboratif à Lorient

Sa génèse

Situé sur le port de pêche, à la limite du centre-ville, La Colloc est un espace de travail collaboratif où l'on peut faire du coworking, louer des salles de réunion, assister à des ateliers, à des cours de sport et des événements. Le projet a été lancé **en 2014** par 4 travailleuses indépendantes dans le secteur de la communication, basées à Lorient, qui avaient l'habitude d'aller dans des espaces de coworking à Rennes, Nantes ou Barcelone. Constatant l'absence d'espaces de ce type à Lorient, elles ont décidé d'en créer un.

« La Colloc est devenu le lieu qui centralise toutes les énergies des personnes qui ont envie d'aller de l'avant, d'aborder des nouvelles façons de travailler et de faire.

Sabrina Millien, co-fondatrice de la Colloc.

Son développement

À l'étroit dans leurs premiers locaux, les 4 fondatrices décident en 2016 de déménager La Colloc et d'investir un nouvel espace d'une superficie de 1.400 m² pouvant accueillir jusqu'à 100 entrepreneurs. La (grande) Colloc a été inaugurée le **5 septembre 2016**.

Le lieu est désormais riche d'une communauté de **300 membres** composée d'indépendants aux compétences



diverses (design, architecture, communication, graphisme....) et de nombreux partenaires (CCI, région Bretagne, Audélor, universités).

« Le soutien des pouvoirs publics n'est pas d'ordre financier. Nous souhaitons préserver notre indépendance pour ne pas perdre notre agilité qui est la clé du lieu. Ils nous accordent un soutien de sympathie : suivi, relai d'information, organisation d'une conférence...

Sabrina Millien, co-fondatrice de la Colloc.



Son modèle économique

Il repose sur l'adhésion annuelle des membres, la location de bureau individuel ou partagé, la location de salles de réunion et le coworking (paiement à l'heure, à la demi-journée, journée ou au mois). Une monnaie virtuelle (CO) a également été développée afin de faciliter les échanges entre les membres (ateliers, cours de sport, etc.). La Colloc ne reçoit pas d'aide financière des pouvoirs publics.



Ses résultats

Si le projet n'a pas immédiatement été pris au sérieux par les acteurs publics locaux, la Colloc s'est rapidement imposée comme un lieu incontournable du territoire lorientais et rayonne désormais à l'échelle de la Bretagne.



Ses perspectives

Des projets de duplication sont envisagés dans d'autres petites et moyennes villes.

Avec l'aide d'Audélor, La Colloc souhaite mesurer l'impact du lieu sur la dynamique entrepreneuriale.

ZOOM

Bulb in Landes

Plateforme de financement participatif de proximité à Mont-de-Marsan

Sa génèse

Bulb in Landes est la déclinaison de **Tudigo** (ex Bulb in Town) à l'échelle du département landais. C'est une plateforme de crowdfunding local qui permet de financer des projets de proximité (commerce, artisanat). Elle est née **en mars 2015** suite à la rencontre du service "création" de la CCI des Landes et de Tudigo sur un salon à Bordeaux. Désireuse d'intégrer de nouveaux outils à son panel de prestations, la CCI s'est logiquement tournée vers le financement participatif.

« Nous avons décidé de nous associer à Tudigo car c'est une plateforme qui a déjà fait ses preuves à l'échelle nationale.

Benjamin Lobet, conseiller d'entreprise à la CCI des Landes.

Son développement

La CCI bénéficie de l'accompagnement et de l'expertise de l'équipe de Tudigo pour examiner les candidatures et savoir si le projet est éligible. L'équipe vérifie que les valeurs du projet correspondent bien à celles de Bulb in Landes et du crowdfunding, que la somme demandée est cohérente, que la durée de la collecte est suffisante, etc. La plateforme permet de financer des projets variés : créer et développer La Petite Moleta, brasserie et lieu de vie, acheter un camion frigorifique pour les comptoirs du Metera, entreprise d'éle-



vage de canards, ou encore investir dans une machine à coudre pour que Béatrice crée des vêtements sur mesure.

À l'heure de publication du rapport, six projets sont en phase de collecte pour un montant moyen recherché de 9000 euros.

« La ville moyenne est la bonne maille territoriale pour la visibilité des projets et pour que les gens se sentent concernés au point d'investir.

Stéphane Vromman, directeur général de Tudigo.



Son modèle économique

L'inscription sur le site est gratuite. Tudigo se rémunère uniquement si le projet atteint son objectif de collecte (5% de commission). En revanche, si une campagne ne parvient pas à atteindre son objectif, les contributeurs sont remboursés et rien n'est facturé au porteur de projet.



Ses résultats

12 projets financés via la plateforme pour un montant total de **73 000 euros** depuis le lancement de Bulb in Landes (mars 2015).

En revanche, Bulb in Landes ne se prête pas à tous les projets : essentiellement commerce et ouverture d'espace de restauration.

« Pour que ça marche, il faut que les gens aient le sentiment de se faire du bien et de faire du bien au territoire », Benjamin Lobet.

ZOOM

IN'ESS

Structure d'innovation sociale à Narbonne

Sa genèse

IN'ESS (Innover dans l'Économie Sociale et Solidaire) est le Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) du Grand Narbonne ouvert en Décembre 2014 avec le soutien de l'Union européenne (FEDER), du Conseil régional Languedoc-Roussillon et du Conseil départemental de l'Aude. Douze acteurs locaux de l'ESS y résident et partagent la gouvernance du lieu avec la collectivité. Portée par une vision politique et un secteur porteur (l'ESS compte pour 8,5% de l'économie locale), la structure répond aux enjeux majeurs de formation, d'insertion et de développement de l'entrepreneuriat social du Grand Narbonne, où plus d'un jeune sur quatre est au chômage. Elle est située dans l'un des quartiers prioritaires de la ville. Gérée par une équipe de 16 personnes, le coût de lancement est de 8 millions d'euros.

Son développement

La structure expérimente des modes de gouvernance partagée, une palette d'outils au service des porteurs de projets et développe un écosystème pour rayonner à l'échelle régionale.

Le projet est né en 2012 et a pris forme au cours de sessions de travail avec les structures résidentes (missions, valeurs, organisation). Les porteurs de projets sont accompagnés de la formation à la création d'activité ainsi que sur l'hébergement et le financement. En 2015, une Fabrique Simplon est créée au sein de l'IN'ESS, labellisée Grande École du Numérique l'année suivante. Un programme d'animation est géré par une équipe dédiée en partenariat avec des fondations



d'entreprises (ERDF, SCNF) et des acteurs du numérique régionaux (Visionari, La Mêlée). Depuis 2017, l'IN'ESS a inauguré un espace de coworking, un fablab ainsi qu'un espace de restauration.

« La collectivité, elle est là pour mettre en lumière les vrais bons exemples. Pour jouer les rôles de facilitateur pour les aider à s'installer et à trouver des connexions locales.

Sandrine Solé, directrice de l'IN'ESS.



Ses résultats

Depuis son ouverture en Décembre 2014, 1273 emplois y ont été créés (formation professionnelle, création d'activité, Mission Locale, clause d'insertion sociale). Sur les 24 apprenants de la Fabrique Simplon IN'ESS, 14 sont aujourd'hui sous contrat.



Ses perspectives

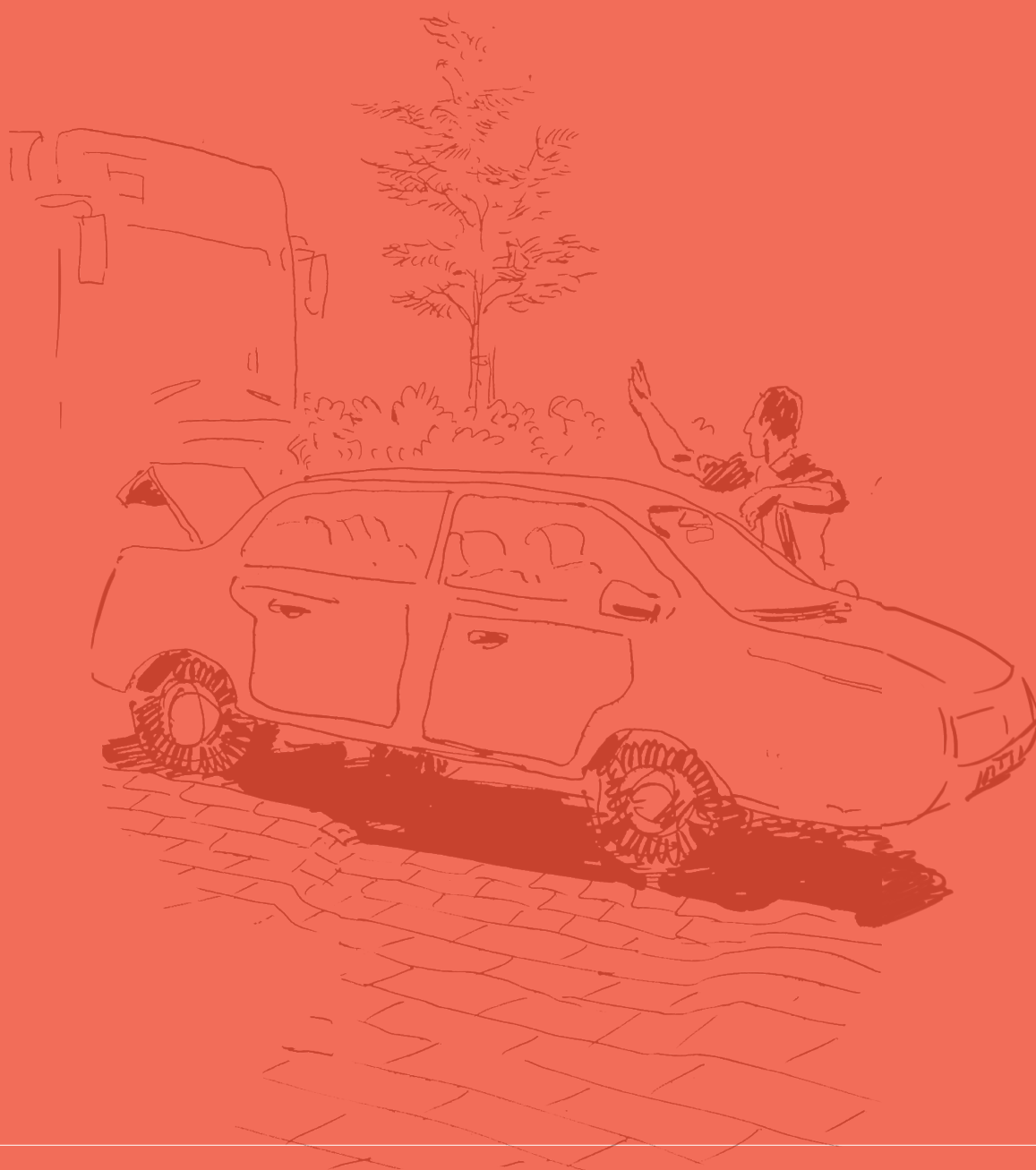
Le Grand Narbonne cherche à développer des services associés à ce tiers-lieu et à le faire adopter par les riverains. Un travail de sensibilisation est mené pour essaimer l'initiative à d'autres communes limitrophes, en lien avec le réseau dynamique de tiers-lieux à l'échelle régionale. Pour fédérer une communauté et accroître sa visibilité, la structure pourrait gagner en autonomie en développant des outils de communication propres.

Pour en savoir plus :

<http://entreprendre.legrandnarbonne.com/717-iness-des-hommes-des-projets.html>

PARTIE 2

Un référentiel au service de l'action



Un référentiel au service de l'action

Le référentiel est un outil d'analyse des pratiques collaboratives au service du développement des territoires. Il vise à produire et mettre en lien un ensemble de "références" considérées comme spécifiques et emblématiques d'un modèle de ville moyenne collaborative. Il détaille ainsi les trois grands axes stratégiques que produisent les pratiques collaboratives sur un territoire, et décline en six objectifs opérationnels leur mise en application. À destination de tous les acteurs

du territoire qui souhaitent initier des pratiques collaboratives et adapter leurs stratégies aux usages existants, ce référentiel a pour but de guider l'action. Il est suivi d'une feuille de route qui détaille et exemplifie chaque action. Fruit d'un travail d'analyse documentaire, d'entretiens semi-directifs réalisés avec des experts, collectivités et porteurs de projets ainsi que d'études de terrain des huit villes moyennes européennes, ce référentiel peut aussi constituer une grille de lecture des

pratiques collaboratives. Il a été produit à l'occasion d'une journée d'atelier réunissant l'équipe resserrée Chronos et OuiShare.

L'enjeu : ce qui est mis en jeu qui vise l'atteinte d'une grande finalité

Les axes : ce sont les intentions qui découlent de l'enjeu

Les objectifs : ce sont les buts exprimés en termes de réalisation mesurable

Les actions : ce sont les actions qui y sont rattachées. Ensemble, elles composent la feuille de route.

Partager la gouvernance entre les acteurs du territoire

est une composante essentielle au bon développement des pratiques collaboratives. Il s'agit d'intégrer les parties prenantes au montage, à la conduite et à l'essai-mage de projets en s'appuyant sur des méthodes de participation et des outils numériques et/ou physiques. Ainsi, **l'identification collective des projets et besoins du territoire** permet de s'assurer de la complémentarité des projets avec l'existant et de créer les bases de communautés durables, fondées sur le bien commun. La pérennité et le succès des projets passent par un travail de **sensibilisation des acteurs** intégrés ou non à la gouvernance collective, nécessaire à la diffusion des pratiques collaboratives.

Adopter de nouveaux leviers de développement économique

grâce aux pratiques collaboratives a pour but d'accroître la résilience des territoires. Il s'agit de concentrer ses efforts sur le tissu économique local en tirant profit des usages (re)naissants et des atouts spécifiques au territoire. Ainsi, **l'optimisation des ressources existantes et la relocalisation de la valeur** servent autant à dynamiser l'économie de proximité qu'à impliquer les habitants dans la valorisation du patrimoine historique et social du territoire. Plutôt que de reproduire des pratiques vues ailleurs, **l'expérimentation de nouveaux outils** est reliée aux contextes et attentes spécifiques du territoire, notamment par l'identification d'indicateurs de mesure d'impact pertinents.

Mettre en réseau des écosystèmes locaux

est un élément important de l'activité des villes moyennes, tant **au sein de la ville** qu'au delà, dans une **stratégie de coopération régionale**. La mise en réseau des écosystèmes permet de **fluidifier les relations de travail** entre les différents acteurs du territoire. Elle passe par la **mise en commun de ressources et d'espaces de travail & production, ainsi que par la tenue d'événements** visant à fédérer les acteurs. La présence d'un écosystème connecté au sein d'une ville est **un atout pour la venue d'entrepreneurs et de jeunes actifs**.

GOVERNANCE PARTAGÉE

Mettre les pratiques collaboratives au service du développement des villes moyennes

Identifier les besoins du territoire

Sensibiliser les parties prenantes

Renforcer la coopération territoriale

Optimiser les ressources existantes

Soutenir des communautés

Expérimenter de nouveaux outils

NOUVEAUX LEVIERS ÉCONOMIQUES

ÉCOSYSTÈMES LOCAUX EN RÉSEAUX

Impliquer les citoyens dans la répartition des budgets
> Lanester, Lorient

Mettre en place des processus de co-décision des politiques publiques
> VivaCidade, Aveiro

Organiser des actions de sensibilisation auprès du grand public
> FutureWeek, Kristianstad

Réaliser un diagnostic territorial en cartographiant l'existant
> Koolenspoor, Genk

Réhabiliter collectivement des espaces vacants
> DeStookplats, Hilversum

Faire appel au financement participatif pour soutenir les projets locaux
> Bulb in Landes, Mont-de-Marsan

Prototyper à l'échelle d'une zone réduite
> Vennestraat, Genk

Proposer des indicateurs de mesure d'impact des pratiques collaboratives
> Smille, Lorient

Attirer et révéler un public d'entrepreneurs via des lieux et réseaux
> La Colloc, Lorient

Dédier des moyens à l'animation des quartiers en physique
> Liaisons officers, Hilversum

Connecter les villes moyennes à un réseau d'acteurs économiques régionaux
> TransforMAT B2B, Kristianstad

Créer des passerelles entre formation et écosystème entrepreneurial
> So Watt, Mont-de-Marsan

PARTIE 3

Une feuille de route pour initier des pratiques collaboratives



Une feuille de route pour initier des pratiques collaboratives

Cette feuille de route découle directement du référentiel pour l'action et décline les actions identifiées en précisant leur rôle, leur fonctionnement et leur réalisation concrète dans les villes explorées. Plutôt qu'un outil clé en main, elle permet de tracer des pistes de réflexion stratégique et de fournir des premiers éléments de cadrage. La nature évolutive et émergente des pratiques collaboratives implique de questionner leur simple répliquabilité et encourage plutôt à adapter les éléments de solutions qu'elles proposent au contexte local.

À quoi répondent ces pratiques ?

Les pratiques collaboratives éclairées dans ces fiches-actions répondent aux enjeux des villes moyennes identifiés lors du cadrage de l'exploration, à savoir : le dynamisme économique, l'attractivité, le cadre de vie. A ces volets majeurs du développement territorial s'ajoutent les perspectives de revitalisation de zones spécifiques (quartier, centre-ville, rue, lieu) et de lutte contre la vacance commerciale mais aussi de renforcement du lien social et de sensibilisation des habitants à leur territoire.

Qui les initie ?

Dans le cas des territoires explorés, les projets ont été entrepris et menés par une grande diversité d'acteurs, témoignant de la mutabilité des pratiques collaboratives et de l'intérêt d'un renforcement de la coopération entre acteurs du territoire. Ainsi, les collectivités territoriales et organismes publics, les entreprises privées (locales ou nationales), le tissu associatif local ou encore les établissements d'enseignement et de formation constituent des porteurs de projets légitimes. Chez les pouvoirs publics, les mairies et intercommunalités sont les principaux instigateurs, souvent soutenus par les chambres départementales et régionales. Du côté des acteurs privés, les entreprises locales investissent dans la création de réseaux professionnels, tandis que leur soutien aux projets collaboratifs associatifs est marginal dans le cadre de l'étude. De nouveaux acteurs privés proposent des outils et plateformes numériques au service des collectivités territoriales et des particuliers. Ils s'établissent généralement à l'échelle nationale ou internationale. Les habitants, organisés en associations ou collectifs, sont à l'initiative de nombre de projets reposant majoritairement sur le bénévolat.

À qui s'adressent-elles ?

Les pratiques collaboratives qui composent cette feuille de route s'adressent à tous les acteurs des villes moyennes qui souhaitent faciliter l'émergence de pratiques collaboratives. Il peut s'agir de collectivités territoriales, d'entreprises, de startups, d'associations, de collectifs d'habitants ou d'entrepreneurs.

Réaliser un diagnostic territorial en cartographiant l'existant

Objectif : Identifier collectivement les besoins et projets du territoire



De quoi s'agit-il ?

Cartographier des ressources disponibles sur le territoire, en ce qui concerne les lieux, besoins, et porteurs de projet afin de définir le périmètre d'action, les attentes de la population et de l'impliquer dans le processus.

⊕ Permet d'affiner sa connaissance du territoire et de faciliter la prise de contact avec les acteurs locaux et les échanges.

⊖ Nécessite un investissement fort en temps homme et la maîtrise d'outils tels qu'Open Street Map et Communeconnecter



Comment s'y prendre ?

- Définir l'objectif du diagnostic et son champ (recenser des tiers-lieux, des acteurs, des ressources...)
- Recenser les données existantes par la cartographie et des enquêtes (quantitatives et/ou qualitatives)
- Organiser des ateliers participatifs pour constituer la base de la cartographie et l'actualiser régulièrement.
- Publier des données sur une plateforme ouverte et communiquer pour encourager la contribution libre
- Coordonner et mobiliser les partenaires avec des événements et outils de communication



Quels indicateurs de suivi ?

- Taux de contribution en ligne et lors d'événements (démarche participative)
- Nombre de mises en relation de projets et/ou des initiatives nées de collaborations



Quels exemples ?

Réaliser une cartographie est une étape préalable nécessaire aux projets de réhabilitation, pensés désormais avec les habitants. Le projet **Viva Cidade** mené en 2015 à Aveiro par l'Université et la Chambre municipale s'est appuyé sur **la collecte des souvenirs des habitants et des actions de rue** pour sélectionner un lieu abandonné et y co-construire un projet social.

La région de Limbourg, avec une équipe de chercheurs et praticiens, s'est intéressée à la voie ferrée qui relie Genk aux communes voisines pour **imaginer de nouveaux modèles économiques autour de ses stations abandonnées**. Une cartographie participative des activités voisines a été réalisée, accompagnée d'entretiens avec les entreprises locales. Le projet **Kolenspoor** (Traces de charbon), lancé en 2016, recense des activités non réglementées (cultures, élevages, garages) à intégrer au futur plan de développement de la zone.

Le projet européen **Play!UC** (Playing with Urban Complexity) vise lui aussi à encourager la mise en relation d'entreprises par **un diagnostic territorial réalisé à l'échelle d'une rue commerçante**. A l'aide du serious game, l'équipe de chercheurs de l'université voisine de Hasselt organise des ateliers participatifs pour analyser le réseau d'échanges socio-économiques entre les commerçants et les accompagner dans **la réduction de leur empreinte carbone** (par la mutualisation d'espaces, le prêt etc.)

À Narbonne, l'association Ecolocal a lancé en avril 2017 à l'occasion de la journée de la Terre **une carte participative de la région** dans le cadre du projet de sensibilisation environnementale **Futur Narbona**. Ouverte et libre, elle recense les attentes et les propositions des citoyens pour accélérer la transition de leur territoire.

Impliquer les citoyens dans la répartition des budgets

Objectif : Identifier collectivement les besoins et projets du territoire



De quoi s'agit-il ?

Engager et systématiser des démarches de budget participatif dans les villes moyennes afin d'associer les citoyens à la décision publique et ainsi mettre en place des projets qui répondent à leurs besoins.

⊕ Accroît la participation citoyenne pour une meilleure allocation de l'argent public et une plus grande implication des habitants dans la réalisation des projets d'intérêt général

⊕ Participe à renforcer la confiance et la proximité entre élus et citoyens

⊕ Améliore rapidement le bien-être et le cadre de vie des habitants par des actions concrètes à l'échelle de leur quartier

⊖ Nécessite une mobilisation forte : la participation est encore trop faible (de l'ordre de 3% en France quand elle atteint 25% au Chili) et certains publics en demeurent exclus

⊖ Peut générer de la frustration auprès des participants (projets non retenus, absence de réalisation / suivi). Ces démarches nécessitent par conséquent des engagements de la part de la collectivité et un effort de pédagogie.



Comment s'y prendre ?

- Mettre en place une plateforme numérique de participation dédiée, adossée à une campagne de communication pour informer les citoyens sur le dispositif et les inciter à être force de proposition
- Phase de dépôt des projets sur la plateforme ou en physique (en mairie par exemple)
- Organiser une journée de pré-sélection citoyenne ou un pré-vote sur le site
- Réaliser l'analyse technique par les services de la collectivité ou autre entité initiatrice de la démarche
- Phase de sélection finale et phase opérationnelle : réalisation des projets sélectionnés



Combien ça coûte ?

D'après le classement 2016 du site lesbudgetsparticipatifs.fr sur 20 villes ayant réalisé un budget participatif, le montant moyen est de 11,83€ par habitant, soit en moyenne entre 2 à 5% du budget d'investissement de la collectivité.



Quels indicateurs de suivi ?

- Taux de participation (nombre de votants)
- Nombre de projets proposés / réalisés à chaque édition



Quels exemples ?

Les démarches de budget participatif se multiplient en France depuis 2014 : parmi les pionnières, figurent Paris, Metz, Rennes et Grenoble. Les villes moyennes (Rodez, Poitiers, Belfort) et les plus petites communes ne sont pas en reste à l'image de **Lanester, une commune de 22 000 habitants** située dans l'agglomération lorientaise, qui a lancé sa première démarche de budget participatif (2% de son budget d'investissement⁶) en 2016 via la plateforme collaborative iD-City. La démarche a rencontré un franc succès puisqu'elle a généré une importante mobilisation (1 100 votants, 75% via le site internet, les autres en mairie) et a permis la sélection et la réalisation de 3 projets pour **un budget de 95 000 euros** au total (création d'une signalétique pour piste cyclable, d'un parcours intergénérationnel et d'une aire de jeux dans un parc). L'expérience a été renouvelée pour l'année **2017**.

⁶2% du budget d'investissement, soit 100 000 € et 4,54 € par habitant. A noter que ce montant est en deçà de bon nombre de budgets participatifs selon le site [Les Budgets Participatifs](http://LesBudgetsParticipatifs.fr). A Paris, par exemple, le montant par habitant s'élève à 44,64 € (soit 5% du budget d'investissement).

Mettre en place des processus de co-décision des politiques publiques

Objectif : Sensibiliser les parties prenantes pour essayer les projets



De quoi s'agit-il ?

Associer les citoyens des villes moyennes à l'élaboration et la décision collective de politiques locales permet d'enrichir les projets en prenant en compte les expertises, tant professionnelles que citoyennes, de ceux concernés par le projet et d'être plus près des attentes des citoyens. La décision finale s'en trouve enrichie.

⊕ Légitimer la décision choisie et permettre de mieux prévenir les situations de blocage et de conflit

⊕ Renforcer la participation citoyenne et la confiance entre élus et citoyens, responsabiliser les citoyens

⊖ Mobiliser certains publics (jeunes, milieux défavorisés, populations immigrées) et sur la durée est difficile

⊖ Réserver à des aménagements mineurs, des quartiers

⊖ Besoin de facilitation important



Comment s'y prendre ?

Soit par l'adoption d'une plateforme numérique de *civic tech*, accompagnée d'une campagne de communication pour informer les citoyens du dispositif.

- Proposer des projets sur la plateforme qui seront ouverts à la discussion collective modérée par des facilitateurs, par des forums
- Communiquer sur l'existence de la plateforme afin d'encourager la participation citoyenne
- Remodeler les projets en fonction des réactions

• Vote

Sans plateforme :

- Mobiliser la communauté concernée par le projet
- Organiser des ateliers participatifs en petits groupes pour identifier les besoins et attentes, créer un plan d'action et construire un consensus
- Présenter les résultats au reste de la ville lors d'un événement afin de recueillir leurs commentaires et les intégrer au projet



Quels indicateurs de suivi ?

- Taux de participation (nombre de participants - votants)
- Nombre de contributions aux discussions en ligne



Quels exemples ?

VivaCidade est un projet d'aménagement local d'une friche en parc conçu par les habitants, dans le cadre d'un partenariat avec la mairie (voir le zoom associé).

À Genk, le parc public **Schansbroek** situé dans un quartier sinistré a été entièrement co-construit avec les riverains lors d'ateliers participatifs. Le projet, lancé en 2013, a donné lieu à une présentation publique du **plan d'aménagement participatif** en 2015.

Des plateformes comme **Civocracy** permettent aux collectivités de consulter les citoyens, les faire débattre et participer à la décision finale, comme à Losser, où les citoyens ont pu choisir entre différents projets de piétonnisation du centre-ville. 250 habitants ont participé aux discussions en ligne et les citoyens peuvent eux aussi proposer des sujets de discussion.

Organiser des actions de sensibilisation auprès du grand public

Objectif : Sensibiliser les parties prenantes pour essayer les projets



De quoi s'agit-il ?

Diffuser l'information est nécessaire pour que le grand public se familiarise aux pratiques collaboratives avant de les adopter. Pour ce faire, diverses actions de sensibilisation de court terme (conférence, atelier, festival, foires, appels à projets) ou plus long terme (bus, actions dans les écoles) peuvent être mises en place.

⊕ Donner à connaître un éventail de pratiques par l'illustration concrète, ce qui les rend plus faciles à adopter

⊕ Favoriser l'interactivité : possibilité pour le grand public d'interagir avec des experts pour confronter leurs représentations et répondre à leurs questions

⊕ Créer une dynamique collective à l'échelle du territoire en réunissant les différents acteurs et en les faisant travailler ensemble

⊖ Réaliser un suivi pour évaluer la transformation des pratiques individuelles s'avère compliqué

⊖ Réaliser un travail conséquent en terme de communication pour attirer le public



Comment s'y prendre ?

- Décider du thème et rassembler les acteurs du territoire intéressés
- Définir le(s) format(s) en fonction des publics auxquels on souhaite s'adresser
- Trouver le(s) lieu(x) et déterminer si besoin la politique tarifaire
- Mettre en place une campagne de communication qui permette de toucher les publics locaux



Quels indicateurs de suivi ?

En fonction du thème, hausse de participation dans certains collectifs, hausse de consommation de certains produits/app, baisse dans la consommation d'autres produits.



Quels exemples ?

Organisée collectivement par de nombreuses associations (d'éducation, pour la défense de la nature ou du patrimoine) chaque année depuis 2014, **FutureWeek** est une semaine d'événements pour penser et mettre en pratique un avenir durable sur le plan social, économique et écologique. Elle comprend de conférences générales mais aussi centrées sur les initiatives présentes à Kristianstad autour **des défis climatiques, du commerce équitable ou encore de l'intégration des réfugiés**. À ceci s'ajoutent d'autres formats pour approcher d'autres publics: projections de documentaires, lectures, visites de lieu comme l'usine de biogaz ou spectacles pour enfants. C'est aussi l'occasion pour la mairie de présenter ses nouvelles initiatives, comme pour le tri sélectif.

À Hilversum, un certain nombre d'initiatives sont à destination des enfants. La moitié des jardins partagés sous l'égide de **UF035** sont dans des écoles. Par ailleurs, le fablab à destination des enfants géré par la bibliothèque a aussi une version mobile, sous la forme d'un **bus qui peut se rendre dans les différentes écoles de la région**. En France, des acteurs tels que **Les Petits Débrouillards** développent des programmes de sensibilisation similaires comme le **Bricolab**, un fablab itinérant dans les quartiers prioritaires en Languedoc Roussillon qui a reçu le soutien de la fondation Orange en 2016.

Réhabiliter collectivement des espaces vacants

Objectif : Optimiser les ressources existantes et relocaliser la valeur



De quoi s'agit-il ?

Afin de revaloriser le patrimoine existant et la mémoire locale, les villes moyennes peuvent réaménager leurs espaces vacants (friches industrielles, terrains vagues, etc.). La transformation peut avoir des visées lucratives (tiers-lieux, incubateurs, etc) ou non (jardins partagés, etc) et se fait conjointement avec les futurs usagers pour s'adapter à leurs besoins.

⊕ Lutter contre l'étalement urbain en s'appuyant sur le foncier existant

⊕ Créer un climat de confiance par le dialogue entre les différentes parties prenantes et un attachement au lieu

⊕ Contribuer au changement de perception d'une zone, d'un quartier

⊖ Réhabiliter l'infrastructure (dépollution, mise aux normes et accessibilité)

⊖ Engager un processus sur le long terme



Comment s'y prendre ?

- Identifier un site en s'appuyant sur les modalités à disposition (préemption, négociation avec les propriétaires, mise en place d'une taxe sur les locaux vacants, etc.)

- Identifier les parties prenantes et leurs attentes

- Elaborer différents projets de reconversion, soumis aux parties prenantes avant le choix final

- Rassembler les matériaux et les bénévoles (dont certains avec les compétences techniques nécessaires) pour l'aménagement du site, formation des bénévoles aux différentes techniques

- Aménager puis assurer la maintenance des sites



Quels indicateurs de suivi ?

- Nombre de participants

- Nombre d'entreprises abritées

- Données environnementales sur la décontamination du site et la biodiversité



Quels exemples ?

DeStookplaats, situé sur l'ancienne friche industrielle partiellement réhabilitée de Werf35 à Hilversum, est **un espace de coworking** abritant 14 entreprises créatives et artistes. Avec l'accord du propriétaire du terrain, les deux fondateurs ont aménagé la fabrique alors totalement vide, avec une trentaine de bénévoles et des matériaux donnés ou recyclés. Ils y ont installé l'eau, l'électricité, construit les bureaux, l'isolation, etc. Les travaux ont duré 9 mois. La plupart des bénévoles y ont aujourd'hui un bureau.

UF035 est un projet d'**agriculture urbaine**, via des jardins partagés, à Hilversum. Certains d'entre eux sont installés sur des friches urbaines, dont le sol est pollué. Tous ceux qui souhaitent y cultiver

des plantes ont participé à son aménagement (apport de sol, terreau et de graines, construction de bacs et de serres) et décidé de son dessin en fonction des désirs des bénévoles (production collective ou individuelle qui nécessite des parcelles différenciées ou non).

VivaCidade, porté par la chambre Municipale d'Aveiro, 4iS, une plateforme pour l'innovation sociale au sein de l'université et des consultants culturels, a permis la reconversion d'une friche urbaine en parc public par un processus participatif impliquant les riverains (voir zoom associé).

Faire appel au financement participatif pour soutenir les projets locaux

Objectif : Optimiser les ressources existantes et relocaliser la valeur



De quoi s'agit-il ?

Le crowdfunding constitue un mode de financement alternatif, particulièrement adapté pour soutenir le développement et la concrétisation de projets locaux lancés par des TPE/PME ou de jeunes entrepreneurs innovants. La collecte se fait le plus souvent via des plateformes de financement participatif sous forme de dons (avec ou sans contrepartie), de prêts (gratuits ou rémunérés) ou d'investissement (en capital ou fonds propres).

⊕ Permettre la concrétisation de projets à vocation culturelle, sociale, environnementale et/ou économique et par conséquent fortement susceptibles d'avoir un impact positif sur le territoire

⊕ Récolter des fonds plus rapidement et plus facilement qu'avec des modes de financement plus classiques (ex : prêts bancaires). Une campagne de crowdfunding dure entre 20 et 90 jours en moyenne.

⊕ Se faire connaître (au delà de la collecte d'argent) et créer sa communauté de clients

⊖ En cas d'échec de la collecte de fonds : mauvaise publicité pour le porteur de projet qui peut avoir du mal à obtenir des financements par un autre biais et méfiance des donateurs (le financement participatif n'est pas adapté à tout type de projet et constitue une forme d'investissement à l'aveugle sans garantie de succès une fois la levée de fonds accomplie)



Comment s'y prendre ?

- Comparer les plateformes de financement participatif existantes selon les besoins
- Dépôt de candidature par les porteurs de projet
- Procéder à l'examen des candidatures de manière transparente et selon des critères pré-établis
- Accompagner le lancement de la collecte de fonds et de la campagne de communication associée



Combien ça coûte ?

Pour les porteurs de projets, l'inscription est gratuite, une commission (comprise entre 1 et 10 % du montant total récolté) est prélevée par la plateforme de financement participatif en cas de succès de la campagne.



Quels indicateurs de suivi ?

- Nombre de projets qui atteignent ou dépassent leur objectif de collecte
- Profils des inscrits et nature des projets



Quels exemples ?

Le financement participatif est **un mode de financement de plus en plus répandu en France et en Europe**. Il existe des plateformes nationales généralistes et spécialisées comme [Tudigo](#) (crowdfunding de proximité), [Collecticity](#) (crowdfunding de projets publics) ou bien encore [Ekosea](#). Cette plateforme, développée à Lorient, vise à soutenir financièrement les projets en lien avec le monde maritime et l'écologie sur le littoral français mais aussi à l'international. En 2016, sur une centaine de projets reçus, 30 sont parvenus à atteindre ou dépasser leur objectif (pour un montant de financement d'un peu plus de 160 000 euros).

Des plateformes locales se sont également développées comme [Bulb in Landes](#) (voir zoom associé), fruit d'un partenariat entre Tudigo et la CCI du département des Landes, et [Kengo](#), lancé par le Crédit mutuel, Arkéa et le Groupe Télégramme pour soutenir les initiatives bretonnes.

Le financement participatif n'est pas réservé à l'utilisation de plateformes numériques. Ainsi, à Aveiro, l'association [Aveiro Soup](#) finance des projets citoyens par les droits d'entrée à un repas et la coopérative HilverZon propose aux citoyens d'investir individuellement dans des unités de panneaux solaires pour cofinancer des toits.

Prototyper à l'échelle d'une zone réduite

Objectif : Expérimenter de nouveaux outils en lien avec les atouts locaux



De quoi s'agit-il ?

Une connaissance fine du tissu socio-économique du territoire peut faire émerger des zones particulièrement favorables à l'expérimentation de pratiques collaboratives. A l'échelle d'une rue ou d'un quartier, des actions concertées entre les acteurs locaux et la collectivité sont plus facilement opérables.

⊕ Cibler les besoins spécifiques des parties prenantes de la zone

⊕ Réaliser la démonstration de faisabilité d'une action reproductible à plus grande échelle et détecter les failles à intégrer au montage d'un projet de plus grande ampleur (coordination, communication, mobilisation des publics)

⊕ Réduire le temps de déploiement du projet et ses coûts

⊖ Faire face à la rigidité du cadre administratif et réglementaire

⊖ En cas de faible participation des acteurs locaux ou si peu d'espaces vacants



Comment s'y prendre ?

- Réaliser un diagnostic socio-économique de la zone par la collectivité et/ou ses partenaires
- Faciliter l'accès à la zone avec une offre diversifiée de transports
- Allouer des espaces vacants à des porteurs de projets complémentaires aux activités locales existantes
- Valoriser le patrimoine historique et social de la zone
- Communiquer autour des projets prototypes via des canaux traditionnels et / ou dédiés
- Utiliser le financement participatif pour obtenir le soutien des habitants au projet (tel que [Let's Play Art](#) à Strasbourg sur la plateforme Collecticity)



Quels indicateurs de suivi ?

Taux de fréquentation (événements), évolution du chiffre d'affaires, enquêtes auprès des acteurs locaux et touristes



Quels exemples ?

À Genk, la Vennestraat, dite **"la rue des sens"**, située à proximité de l'ancienne mine devenue C-Mine, fait l'objet d'une politique d'attractivité poussée. Ses commerçants (artisans et restaurateurs) sont recensés sur un [site](#) et valorisés pendant des événements. **De nombreux projets collaboratifs ont été déployés dans la rue**, comme [The Box](#), une boutique "clé en main" en location de courte durée lancée en 2013 par l'ONG de développement socio-économique flamande [Stebo](#). Les entrepreneurs, issus de populations marginalisées, y testent leurs services et collaborent avec les commerces

existants. En 2014, la Mairie rachète un jardin particulier transformé en verger participatif et espace de formation et d'animation, [De Tuin van Betty](#). La même année, l'usine Ford, principal employeur de Genk, ferme ses portes et une équipe de chercheurs de l'université de design lance **un projet participatif autour du futur du travail**. Avec le soutien de la municipalité, ils ouvrent en 2015 le living lab [De Andere Markt](#) (Un Autre Marché) dans la rue qui attire une population nouvelle de toute l'Europe.

Proposer des indicateurs de mesure de l'impact des pratiques collaboratives

Objectif : Expérimenter de nouveaux outils en lien avec les atouts locaux



De quoi s'agit-il ?

Pour gagner en légitimité, en pérennité et être davantage soutenus par les acteurs institutionnels et économiques locaux, les porteurs de projets collaboratifs (qu'ils soient des particuliers, des collectivités ou des entreprises) intègrent la mesure d'impact dans leurs objectifs stratégiques. L'expérimentation et le prototypage rendent l'exercice difficile, au delà d'une valorisation testimoniale.

⊕ Démontrer les externalités positives multiples des projets collaboratifs

⊕ Valoriser les économies réalisées par les porteurs et les destinataires

⊕ Adopter une logique d'écosystème en s'intéressant aux externalités d'un projet sur les acteurs du territoire

⊖ S'adapter à la temporalité courte de projets, planification nécessaire



Comment s'y prendre ?

- Définir les indicateurs socio-environnementaux à observer en amont du lancement du projet selon les besoins du territoire
- Coopérer avec les acteurs du développement économique
- Produire et récolter les données publiques (développement d'une plateforme ouverte) via des entretiens quantitatifs / qualitatifs, des enquêtes
- Mettre en forme des données, animer et créer des outils pédagogiques à destination du grand public
- Faire le suivi et la mise à jour régulière des données



Quels indicateurs de suivi ?

Selon les pratiques, les indicateurs peuvent faire état de : taux de participation et qualification des profils (entreprises, porteurs de projets, habitants), nombre de projets, taux de croissance du chiffre d'affaires / de la création d'activité / du pouvoir d'achat, modalités et fréquence des échanges, réduction de l'empreinte écologique et impact environnemental, économies réalisées...



Quels exemples ?

À Lorient, les fondatrices de l'espace de travail partagé [La Colloc](#) collaborent avec l'**agence d'urbanisme et de développement économique du Pays de Lorient** Audélor pour mesurer l'impact du lieu sur la dynamique entrepreneuriale lorientaise. Une campagne de communication, [Cassons les préjugés](#), a été lancée sur les réseaux sociaux à partir des données récoltées sur le lieu depuis son ouverture, mettant en avant la diversité des profils des co-workers, leurs interactions et le chiffre d'affaires réalisé par les 26 résidents.

Le réseau de proximité né à Saint-Malo, [Smiile](#), fournit à ses collectivités partenaires **des statistiques d'usages de sa plateforme** et

propose une "[calcullette collaborative](#)" pour encourager son utilisation par les usagers (habitants) et les collectivités. L'outil, encore en version bêta, met en avant les économies réalisées et la réduction de l'empreinte carbone selon les pratiques collaboratives adoptées (co-voiturage, troc, mutualisation d'achat, achat local) en agrégeant des données de l'INSEE, de calculateurs d'empreinte CO2 et d'études publiques. La volonté de l'entreprise est d'**accompagner les collectivités et les acteurs de l'habitat dans la systématisation** de ces mesures d'impact.

Attirer et révéler un public d'entrepreneurs via des lieux et réseaux

Objectif : Soutenir des communautés pour dynamiser le territoire



De quoi s'agit-il ?

Face à une dévitalisation des centres-villes et une déprise démographique, les villes moyennes peuvent s'appuyer sur les pratiques professionnelles du télétravail ou du travail indépendant pour attirer et relocaliser des activités économiques. La qualité de vie (transports, prix du foncier, environnement, vie familiale) est un atout pour les territoires qui développent des réseaux d'entrepreneurs.

⊕ S'appuyer sur une offre foncière existante (friches industrielles, locaux vacants)

⊕ Créer des alliances d'entrepreneurs locaux en facilitant le partage de compétences

⊕ Développer une offre de services adaptée à une nouvelle population

⊖ Investir sur le long terme en animation de communautés et marketing territorial

⊖ En cas de faible engagement des partenaires ou d'une entrée trop institutionnelle



Comment s'y prendre ?

- Identifier et réhabiliter collectivement un lieu dans une démarche de co-design
- Rechercher des alliés sur le territoire et en dehors (subventions, accompagnement, dons en nature)
- Animer avec un programme événementiel pour les acteurs locaux avec un personnel dédié
- Rechercher la transdisciplinarité (pas réservé au secteur du numérique) et l'agilité (adaptation du modèle économique)
- Communiquer et faire rayonner la démarche à travers les réseaux existants (tel que Copass)
- Essaimer par la formation et la transmission de compétences
- Valoriser par la mesure d'impact en lien avec les acteurs économiques régionaux



Quels indicateurs de suivi ?

Taux de fréquentation (événements), profils des entrepreneurs, projets collaboratifs, chiffre d'affaires



Quels exemples ?

À Narbonne comme à Mont-de-Marsan, les communautés d'agglomération ont investi dans **des nouveaux lieux d'accompagnement à l'entrepreneuriat** en lien avec la filière numérique (le PTCE IN'ESS lancé en 2015 et le parc technologique SoWatt! prévu pour 2019). Les deux initiatives intègrent **des espaces de coworking** pour s'ouvrir aux indépendants mais s'adressent encore principalement à une population locale. La réhabilitation d'une école en espace de travail partagé, Work Another Way, par deux entrepreneures narbonnaises suit la même voie et capitalise sur des travailleurs en résidence.

À Lorient, quatre entrepreneures locales sont à l'origine du coworking **La Colloc** ouvert en 2016. Indépendante, la structure noue aujourd'hui des partenariats avec la CCI, des universités et associations régionales. **Une communauté de 300 indépendants** de professions

variées s'est constituée et une étude d'impact est en cours avec l'agence de développement économique locale.

De Stookplaats est un lieu de travail pour les professions créatives à Hilversum qui héberge 14 entreprises aux activités complémentaires et des événements ouverts sur **un site industriel reconverti**. La municipalité s'appuie sur cette initiative pour réhabiliter l'image du quartier et le dynamiser. De la même manière à Genk, la réhabilitation d'un ancien site minier en centre créatif doté d'un incubateur, coworking mais aussi restaurant, cinéma et école de design a permis depuis 2005 de **créer 330 emplois dans 42 organisations**. **C-Mine** est aujourd'hui le symbole de la reconversion économique de la ville, bénéficie d'un soutien européen et attire une population jeune et entrepreneuriale.

Dédier des moyens à l'animation des quartiers en physique

Objectif : Soutenir des communautés pour dynamiser le territoire



De quoi s'agit-il ?

Afin de redynamiser certains quartiers et d'aider à renforcer le lien social, des réseaux de riverains peuvent être mis en place via des "connecteurs de quartiers" à l'aide de réseaux sociaux de voisinage ou des lieux collaboratifs. Ces réseaux permettent les échanges ponctuels (prêt d'outils, partage de connaissance) ou plus réguliers (rencontres mensuelles par exemple autour de certaines thématiques). L'animation en physique et le recours aux outils numériques viennent soutenir l'action des collectivités et des acteurs locaux (entreprises, associations) pour dynamiser la vie locale.

⊕ Renforcer le sentiment d'appartenance et d'attachement au quartier

⊕ S'appuyer sur ces réseaux pour diffuser des informations ou soutenir des projets, notamment dans une logique de développement de l'économie locale et circulaire (soutien à des producteurs locaux, etc)

⊖ Nécessite d'identifier des personnes souhaitant s'impliquer sur des échanges réguliers ou des projets à long terme et d'impliquer une diversité de profils



Comment s'y prendre ?

- Déterminer collectivement les besoins et pistes d'actions autour de thématiques précises (environnement, énergie, etc) et identifier des porteurs de projets moteurs
- Communiquer auprès des acteurs locaux et dans le quartier pour trouver des participants
- Mettre en place une gouvernance ouverte et participative des projets



Quels indicateurs de suivi ?

Nombre de participants, nombre et types de projets soutenus, impact environnemental



Quels exemples ?

Identifier des personnes relais ou moteur dans l'animation de quartier peut passer par la création de **projets participatifs locaux**. Ainsi, Les Vergers Participatifs à Mont-de-Marsan, porté par la Mairie, sont nés d'une étude réalisée il y a 5 ans par un cabinet dans le cadre du réaménagement d'un coeur de quartier. Une balade urbaine a été organisée au cours de laquelle un espace vert public a été identifié. **Les habitants du quartier ont été associés au développement du projet** (types de culture, emplacements, etc.). Le verger est cultivé par les riverains et des agents municipaux, la cueillette ouverte à tous. Le projet a essaimé depuis dans d'autres quartiers de la ville.

Qui sont les "connecteurs de quartiers" ?

Le rôle du "**connecteur de quartier**" est de recenser les besoins, allouer les ressources et favoriser le dialogue entre la collectivité, les riverains et les acteurs locaux (entreprises, commerces, etc.). Ainsi, depuis 1995 à Genk, la relation entre les habitants et la municipalité s'opère via 8 "managers de districts" qui représentent les 30 quartiers de la ville. En charge de la vie locale, ces employés municipaux ont pour mission de **favoriser la participation citoyenne** avec des programmes d'aménagement urbain, la gestion de budgets de quartier et un dialogue soutenu avec les riverains. Dans cette lignée, Hilversum vient de mettre en place **des agents de liaison de quartier**, qui servent de relais informationnel entre les habitants et les associations d'un quartier et la mairie, afin de favoriser la participation citoyenne et le développement de **projets bottom-up**. Depuis 1996 en France, les managers de centre-ville opèrent quant à eux sur le lien entre collectivités, associations de commerçants et nouveaux investisseurs. Environ 150 aujourd'hui, ils ont un rôle à jouer dans la mise en oeuvre d'une gouvernance partagée autour de **la stratégie d'attractivité territoriale des villes**. La structuration de la profession pourrait permettre d'étendre leur mission à un rôle social et culturel ainsi qu'au soutien de projets locaux citoyens.

Connecter les villes moyennes à un réseau d'acteurs économiques régionaux

Objectif : Renforcer la coopération entre acteurs du territoire



De quoi s'agit-il ?

Au-delà de la revitalisation de leur centre, les villes moyennes ont pour enjeu majeur de renforcer leurs liens avec les territoires. Des modèles économiques innovants, appuyés sur des plateformes collaboratives, interviennent pour dynamiser les échanges et la coopération entre acteurs locaux.

- ⊕ Développer des outils pour rayonner à l'échelle régionale, voire nationale
- ⊕ Mutualiser les ressources pour résoudre des enjeux communs et renforcer l'économie locale
- ⊕ Valoriser les secteurs porteurs et répondre aux besoins des acteurs locaux
- ⊖ Assurer une bonne complémentarité entre le travail en ligne et hors ligne pour permettre la bonne adoption des outils
- ⊖ Atteindre une masse critique nécessaire à l'effet de réseau



Comment s'y prendre ?

- Cibler une problématique ou un besoin commun
- Identifier un acteur porteur ou soutien au porteur de projet par les acteurs institutionnels et/ou privés (CCI, entreprises locales, Conseils régionaux et départementaux...)
- Définir des critères et modalités d'échanges de ressources (humaines, matérielles, financières)
- Développer des réseaux B2B appuyés sur des plateformes collaboratives numériques pour faciliter le matchmaking entre entreprises
- Adapter en continu le service avec une collecte fréquente des besoins
- Communiquer via des canaux existants et dédiés pour accroître la communauté
- Chiffrer et mesurer l'impact sur l'économie locale pour permettre l'essaimage



Quels indicateurs de suivi ?

Taux de croissance et profils des adhérents/membres, modalités et fréquence des échanges



Quels exemples ?

Le parc technologique de la ville de Kristianstad, **Krinova**, a développé grâce au soutien de la région de Scanie et de l'Union Européenne (subventions) en 2015 **un réseau d'acteurs économiques** dans le secteur de la production et fabrication alimentaire, moteur de l'activité régionale. **TransforMAT B2B** est la plateforme de matchmaking du réseau et permet à plus de 150 entreprises (TPE et PME majoritairement) de **mutualiser leurs ressources** et de développer leurs échanges commerciaux. La plateforme s'étend à d'autres régions de Suède et à l'international.

En France, la plateforme d'échanges inter-entreprises **France Barter** s'appuie sur une monnaie virtuelle pour faciliter les transactions. 96% des échanges y sont opérés à l'échelle de la région par plus de 750

membres. Des déclinaisons régionales comme **B2B Breizh** ont vu le jour. À Mont-de-Marsan, une start-up de location de matériel professionnel s'est lancée pour répondre aux besoins des agriculteurs et des petites collectivités. **Votre Machine** est hébergée à **la Fabrik**, le coworking de Mont-de-Marsan Agglo.

En Bretagne Sud, **les acteurs institutionnels et économiques** de Lorient, Vannes et Quimper ont développé en 2017 la plateforme **Job Conjointes** pour améliorer l'attractivité des entreprises locales auprès de cadres qui quittent le Morbihan faute d'avoir pu trouver un poste pour leur conjoint. Plus de 50 entreprises y ont déposé près de 1 300 offres d'emploi.

Créer des passerelles entre offre de formation et écosystème entrepreneurial

Objectif : Renforcer la coopération entre acteurs du territoire



De quoi s'agit-il ?

Afin de renforcer leur dynamisme économique et retenir les populations jeunes, les villes moyennes doivent développer leur offre entrepreneuriale en lien avec leur terreau universitaire ou leur offre de formation locale.

+ Favoriser le maintien des jeunes sur le territoire

+ Stimuler le dynamisme économique et entrepreneurial du territoire

+ Répondre aux besoins en recrutement des entreprises et en parcours de création et formation pour les jeunes entrepreneurs

- Investir sur le long terme avec des résultats qui ne sont pas visibles immédiatement



Comment s'y prendre ?

- Mettre en relation des acteurs universitaires locaux avec une ou des pépinières d'entreprise en s'appuyant sur les outils à disposition (financement de programmes de recherche collaboratifs, inscription des acteurs universitaires dans le programme PEPITE, etc.)
- Mettre en place des partenariats : organisation de formations, de journées des métiers, d'initiation...



Quels indicateurs de suivi ?

Profil des entrepreneurs, nombre de projets en lien avec l'université / formation



Quels exemples ?

À Mont-de-Marsan, le projet [So Watt / La Fabrik](#) (comprenant un parc technologique et une pépinière d'entreprises) doit voir le jour en 2019. Porté par Mont de Marsan Agglo, il vise à répondre aux besoins de **parcours résidentiel pour la création d'entreprises** autour du numérique et du design (du stade de l'incubation à l'hôtel d'activités). Il devrait permettre la création de passerelles entre formation et entrepreneuriat avec l'Ecole de Design et l'Ecole Supérieure de Management implantées sur le même site et ainsi **retenir les jeunes entrepreneurs locaux** qui ont le plus souvent tendance à partir vers Bordeaux, Toulouse et Pau.

À Lorient, le fab lab [CréaFab](#), créé par l'Université de Bretagne Sud et la Pépinière d'entreprises de Lorient Agglomération en lien avec Audélor, est implanté à proximité du campus universitaire et propose

de nombreuses animations et formations (possibilité d'obtenir un DU en impression 3D).

À Narbonne, à l'initiative des élus, l'IN'ESS cherche à répondre aux besoins de recrutement des entreprises et à **agir sur l'emploi et la qualification de publics marginalisés** en offrant des formations telle que la formation en codage informatique [Simplon](#) lancée en 2015. Sur 24 apprenants, 14 sont aujourd'hui sous contrat et le projet a obtenu le label **Grande École du Numérique**.

À Epinal, le **Campus Bois** initié par l'ENSTIB en 2013 crée un pont entre la formation universitaire et les entreprises spécialisées.

REMERCIEMENTS



Nous souhaitons remercier, au nom de l'équipe Sharitories et de ses partenaires, pour leur temps et leurs apports précieux :

À Aveiro, José CARLOS MOTA, professeur à l'université d'Aveiro, Joao PEDRO ROSA, 4iS Plateforme pour l'innovation sociale, Marina VIEIRA, pharmacienne, membre de l'association de commerçants CORDA et Manuel CRUZ, responsable de la communication Transdev Portugal.

À Épinal, Cécile D'ARGENLIEU, chargée de mission Pôle Eco Ter Vosges auprès de la communauté d'agglomération, Pascal CORRADINI, président de l'association Épinal en Transition, Benoît JOURDAIN, président du comité syndical du SMD, président du SICOVAD, conseiller communautaire pour la ville d'Épinal au sein de la communauté d'agglomération et 5ème vice-président en charge de l'économie, du tourisme et de l'agriculture au conseil départemental des Vosges et Jacques-Alexandre VIGNON, gérant de la Green Valley Épinal.

À Genk, Wim DRIES, Maire de Genk, Joke QUINTENS, échevine de 2012 à 2016 en charge de la participation, vie locale, égalité des chances et développement durable, Katrien COLSON, agent municipale responsable de la participation citoyenne, Pablo CALDERON SALAZAR, designer et chercheur LUCA School of Arts / KU Leuven, Teodora CONSTANTINESCU, urbaniste et chercheur à l'Université de Hasselt, Frank MALESKA, responsable du développement local de Stebo, Angelo MEULEMAN et Elke VANDENBROUCKE, responsables mobilité partagée de TaxiStop.

À Hilversum, Floris VOORINK, Maire adjoint en charge de la planification urbaine, les sports et l'organisation municipale, Anouk POLS, account manager à la municipalité d'Hilversum, Robert BARENTZ, Manager Beleidsadvies à la municipalité d'Hilversum, Anne-Marie POORTHUIS, fondatrice, et Kleri SPAROU, stagiaire, du réseau Économie du bien commun, Shazade JAMESON, bénévole à Urban Farming 035 et chercheuse en sciences sociales, Arco VAN BEN BERG, entrepreneur et membre de Stookplaats, Aernoud OLDE, fondateur de HilverZon et de Hilversum Verbonden, Laura STEUR, account manager de l'opérateur de transports Connexxion.

À Kristianstad, Kristina PRAHL, responsable des relations européennes à la municipalité de Kristianstad, Beata SVENSSON, coordinatrice de l'Agenda 21 et responsable de FutureWeek, Charlotte LORENTZ HJORTH, présidente directrice générale de Krinova, Elin CARLEKE, responsable de TransforMAT et Eva TISEUS, directrice marketing et communication Transdev SU.

À Lorient, Antoine JESTIN, co-fondateur d'iD-CITY, Maël PRUD'HOMME, fondateur d'Ekosea, Sabrina MILLIEN, co-fondatrice de La Colloc, Gilles POUPARD, directeur d'études à Audélor, Arnaud RENTENIER, directeur de Lorient Technopôle, Tristan DOUARD, adjoint au maire de Lorient, chargé de l'économie, de l'agriculture, des zones d'activités économiques et de l'urbanisme commercial.

À Mont-de-Marsan, Sophie CHEVAL, Directrice Transdev du Marsan, Catherine MANCEAU, Chargée de mission Développement Économique à Mont-de-Marsan Agglo qui porte le projet So Watt-La Fabrik, Benjamin LOBET, Conseiller à la CCI des Landes, Philippe SOLER, Directeur du Développement Économique à Mont de Marsan Agglo, Marie-Christine BOURDIEU, 3ème adjointe au maire en charge du développement durable et de la démocratie locale.

À Narbonne, Tristan LAMY, vice-président du Grand Narbonne en charge de l'innovation, transition énergétique, enseignement supérieur, Economie Sociale et Solidaire et nouvelles technologies, Jérôme LENOIR, directeur général des services du Grand Narbonne, Sandrine SOLE, directrice de l'IN'ESS, Florence DARRAS, chef de service ESS et innovation sociale, Laurie BULLICH, chargée de projets numériques à l'IN'ESS, Valérie CAZENAVE, fondatrice du coworking Work Another Way, Jean-François KAPPES, directeur régional Simplon.co Occitanie, Jordi PRAT, président du Convivium Slow Food, Mickaël CHABANOL, chargé de mission tourisme et numérique GN et Vivianne THIVENT, co-fondatrice de l'Atelier de Chez Mémé.

Pour leur participation et leurs conseils, les experts et organisations suivantes :

Sophie BAUDET-MICHEL, maître de conférences en géographie à l'université Paris-7 Diderot ; Baptiste BERNIER, fondateur de Volumes ; Gwendal BRIAND, co-fondateur de Collporterre ; Medhi BRUNET, coordinateur de OuiVille ; Valentin CHAPUT, co-fondateur de OpenSourcePolitics ; Boris CHABANEL, expert économies locales durables de Utopies ; Thomas COCHINI, chargé de développement Grand Ouest de La Ruche Qui Dît Oui ; Simon COSSU, directeur Enercoop Languedoc ; Virgile DEVILLE, co-fondateur de OpenSourcePolitics ; Sylvie FOL, Professeur en Aménagement et Urbanisme à l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne ; Nicolas FRASIE, directeur du développement de Communauto ; Morgane HEMERY, responsable communication de Smiile ; Emile HOOGE, consultant et fondateur de Nova7 ; Christian IAIONE, professeur à l'université LUISS de Rome et fondateur de LabGov ; Mattias JAGERSKOG, co-fondateur de Skjutsgruppen ; Wolf KUEHR, manager du coworking Volumes ; Valérie LAPENNE, directrice du bureau de la cohésion territoriale et urbaine, Mission affaires européennes, CGET ; Manon LAVAUD, chargé de développement de France Barter ; Héloïse LE MASNE, responsable des partenariats de Civocracy ; Clément NOUGUIER, chargé de mission à Centre-Ville en Mouvement ; Chloé PAHUD, co-fondatrice de Civocracy ; Marc PAYAN, co-fondateur de Collecticity ; Armand PINOTEAU, conseiller à Villes de France ; Amandine PIRON, co-fondatrice de Collporterre ; Julien QUISTREBERT, co-fondateur de Collecticity ; Ioana VALERO, conseillère en innovation urbaine à CivicWise ; Cathy VAN EERSEL, responsable partenariats chez Smiile ; Frédéric VASSE, directeur de l'innovation et des territoires chez Auxilia ; Daan WEDDEPOHL, fondateur de Peerby.

Quelques références bibliographiques

Villes moyennes en Europe

IGF-CGEDD (2016) [La revitalisation commerciale des centres-villes](#)

INSEE (2011) [Panorama des villes moyennes](#), INSEE, 2011.

DIACT (2007) [Les villes moyennes françaises : enjeux et perspectives](#)

EUROPEAN SPATIAL PLANNING OBSERVATION NETWORK (2006) [ESPON Project 1.4.1. Small and medium sized towns \(SMESTOs\)](#)

RAZEMON Olivier (2016) Comment la France a tué ses villes ? Éditions Rue de l'Échiquier

SAINT-JULIEN Thérèse (2003) Les villes moyennes en Europe, contextes et défis, in Charbonneau F., Lewis P., Manzagol Cl. (coord.), Villes moyennes et mondialisation, Editions Trames, Université de Montréal

SANTAMARIA Frédéric (2000) La notion de ville moyenne, en France, en Espagne et en Grande-Bretagne, Annales de géographie, Armand Colin

Les pratiques collaboratives au service des territoires

AGYEMAN Julian & MCLAREN Duncan (2015) Sharing Cities : A Case for Truly Smart and Sustainable Cities, Cambridge : MIT PRESS

BOTSMAN Rachel & ROGERS Roo (2010) What's Mine Is Yours : The Rise of Collaborative Consumption Harper Collins Business

BRIAND G, PIRON A, BOUTET A (2015) Les conditions d'un développement du mouvement de la consommation collaborative en Bretagne

CAISSE DES DEPOTS (2014) [Les externalités des télécentres](#)

CANIGUERAL Albert (2016) Ciudades colaborativas : ciudades mas humanas y sostenibles, Diputacio Barcelona

DAVIDSON Nestor M., INFRANCA John J., (2016) « The Sharing Economy as an Urban Phenomenon » in Yale Law & Policy Review Vol 34, n°2

DIEZ Tomas (2016) Fab City Whitepaper

LA FABRIQUE ECOLOGIQUE (2015) Villes et territoires en partage : l'économie collaborative au services des territoires

FINCK Michèle & Sofia RANCHORDAS (2016) "Sharing and the City", Vanderbilt Journal of Transnational Law, Vol 49, pp. 1299-1369

FOSTER Sheila & Christian IAIONE (2016) « The City as a Commons » in Yale Law and Policy Review, Vol. 34, No2, Article 2 pp. 281-349

IDDRI (2016) Pionniers du Collaboratif

JUNG Bora (2015) Seoul Draws a City Through Sharing

PEUGEOT Valérie (2016) « Collaborative ou intelligente ? La ville entre deux imaginaires » dans NOYER Jean-Max, CARMES Maryse (coord) Devenirs Urbains, Paris, Presses des MINES

TINCQ Benjamin & FILIPPOVA Diana (2014) "L'économie collaborative au service des territoires", Les Entretiens Albert-Kahn, Cahier 10

Territoires explorés

SANTOS João Miguel Rodrigues (2013) [Serviços intermunicipais de bikesharing para a região de Aveiro](#)

ARTS Project (2016) [Accelerating Transitions - Genk Roadmap](#)

AUDÉLOR (2012) [L'économie de l'innovation dans le Pays de Lorient](#)

AUDÉLOR (2017) [Barographe Spécial : Une démarche emploi compétences en Pays de Lorient](#)

INSEE (2016) [Les Landes à grands traits](#)

INSEE (2016) [Un quart de l'emploi de Mont-de-Marsan dépend de la base aérienne 118](#)

INSEE (2016) [Une croissance démographique toujours supérieure au niveau national](#)

INSEE (2017) [Le Grand Narbonne](#)



Samuel ROUMEAU

Directeur de l'étude

Clémentine MALGRAS

Cheffe de projet

Véra VIDAL

Chargée d'études

Diane BOUCHENOT

Chargée d'études

Alice GUYETANT

Chargée d'études

Marguerite GRANDJEAN

Advisor

Vincent LAURENT

Community Manager et relations presse

Julie BRAKA, Clémence DREVON

Soutien à la recherche et à l'animation

Laurent BARELIER, Antonin LEONARD, Taoufik VALLIPURAM

Conseils et relecture

Jean HUBERT

Illustration de couverture

LES PETITS SUISSSES

Design visuel



www.le-lab.org www.sharitories.eu

Directeur de l'exploration Samuel@ouishare.net

Cheffe de projet de l'exploration Clementine@ouishare.net



CETTE EXPLORATION A ÉTÉ PRODUITE AVEC LE SOUTIEN DE NOS PARTENAIRES

